



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Public Works and Government Services Canada**  
**ATB Place North Tower**  
**10025 Jasper Ave./10025 ave. Jaspe**  
**5th floor/5e étage**  
**Edmonton**  
**Alberta**  
**T5J 1S6**  
**Bid Fax: (780) 497-3510**

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada  
ATB Place North Tower  
10025 Jasper Ave./10025 ave Jasper  
5th floor/5e étage  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Title - Sujet</b> Services de consultation en matière	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EW479-172673/A	<b>Date</b> 2017-05-30
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> variousEW479-172673	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$EDM-305-11086	
<b>File No. - N° de dossier</b> EDM-6-39320 (305)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-07-11</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Daylight Saving Time MDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Campbell (EDM), Brad	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> edm305
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (780) 721-5224 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (780) 497-3510
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA ATB PLACE NORTH, 5TH FLOOR 10025 JASPER AVE EDMONTON Alberta T5J1S6 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 COMPTE RENDU .....	4
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUSMISSIONNAIRES.....</b>	<b>4</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE .....	4
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	6
2.5 LOIS APPLICABLES .....	6
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	6
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>7</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	7
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>9</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	10
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>11</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION .....	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
<b>PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>13</b>
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	13
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	15
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	15
6.5 RESPONSABLES.....	15
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES .....	16
6.7 PAIEMENT .....	17
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION .....	19
6.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	20
6.10 LOIS APPLICABLES .....	20
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	20
6.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER) .....	20
6.13 ASSURANCES.....	21
<b>ANNEXE « A » .....</b>	<b>22</b>
ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	22
APPENDICE 1 DE L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	30
<b>ANNEXE « B » .....</b>	<b>57</b>
BASE DE PAIEMENT .....	57
<b>ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS .....</b>	<b>60</b>
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	60

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

<b>ANNEXE « D » .....</b>	<b>61</b>
FORMULAIRE TPSGC-PWGSC 572 AUTORISATION DE TÂCHES.....	61
<b>ANNEXE « G » .....</b>	<b>62</b>
CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉS PAR POINTS.....	62

---

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; et
Partie 6	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le formulaire TPSGC-PWGSC 572 Autorisation de tâches et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

Services publics et Approvisionnement Canada a besoin de services de vérification consistant à examiner et vérifier le rendement du détaillant en énergie électrique (ENMAX Corporation, numéro de contrat EW003-162563/001/EDM), y compris les quantités d'électricité fournies, la rapidité de prestation des services connexes, le rapprochement des produits livrables et de l'exactitude de la tenue des comptes et de la facturation, et à faire rapport à ce sujet.

La période du contrat s'étend de la date de l'attribution au 30 juin 2022. Il est possible de prolonger la période du contrat d'un an une seule fois, jusqu'au 30 juin 2023.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms ou tout autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2003.

Pour les besoins de services, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.

### 1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2017-04-27) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

### 2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### 2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

- 
- c. la date de la cessation d'emploi;
  - d. le montant du paiement forfaitaire;
  - e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
  - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
  - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 15 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## 2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois *en vigueur en Alberta*, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## 2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 15

jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique et de gestion (deux copies papier et trois copies électroniques sur trois clés USB différentes, en format Adobe Acrobat® offrant la fonction de recherche). Le soumissionnaire devrait inscrire sur l'une des copies papier la mention « original ».

Section II: Soumission financière (1 copies papier)

Section III: Attestations (1 copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

**3.1.1** Le nombre maximal de pages (y compris le texte et les graphiques) pouvant être soumis est deux cent cinquante (250). Le Canada n'évaluera pas l'information telle les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la soumission.

Les documents suivants ne comptent pas dans le nombre maximal de pages susmentionné :

- (a) Copies de la DP, y compris la page couverture signée;
- (b) Copies des révisions à la DP, y compris la page couverture signée;
- (c) Attestations soumises à la partie 5;
- (d) Base de paiement (annexe B);
- (e) Instruments de paiement électronique (annexe C);



Conséquence de non-conformité : toute page dépassant la limite maximale et toute pièce jointe seront extraites de la proposition et ne seront pas transmises aux membres du Comité d'évaluation de TPSGC aux fins d'évaluation.

## **Section I :**

### **Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

### **Soumission de gestion**

Dans leur soumission de gestion, les soumissionnaires doivent décrire leur capacité et leur expérience ainsi que l'équipe de gestion de projet et inclure le contact du ou des client(s).

## **Section II : Soumission financière**

**3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

### **3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **3.1.3 Fluctuation du taux de change**

C3011T(2013-11-06), Fluctuation du taux de change

### **3.1.4 Clauses du *Guide des CCUA***

### Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, de gestion, financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### 4.1.1 Évaluation technique

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'annexe E.

#### 4.1.2 Évaluation de la gestion

Les critères d'évaluation de gestion obligatoires et cotés figurent à l'annexe E.

#### 4.1.3 Évaluation financière

##### 4.1.3.1 Critères financiers obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26), Évaluation du prix

##### 4.1.3.2 Calcul du prix total évalué

- a. On calcule le prix total évalué en additionnant le prix total évalué estimatif de chaque article.
- b. Le prix total évalué estimatif par article est calculé en prenant le chiffre inscrit sous « Utilisation/quantité estimative » de chaque article et en le multipliant par le nombre d'années du contrat, et puis en multipliant ce résultat par le prix unitaire ferme de l'article.

Le tableau ci-dessus présente un exemple du calcul du prix total calculé.

Article	Utilisation/quantité estimative	Nbre d'années	Prix unitaire ferme	Prix total évalué estimatif
1	100	3	50,00 \$	15 000,00 \$
2	50	3	30,00 \$	4 500,00 \$
3	20	3	20,00 \$	1 200,00 \$
Prix total évalué				20 700,00 \$

## **4.2 Méthode de sélection**

### **4.2.1 Méthode de sélection – note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix**

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
  - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
  - c. obtenir le nombre minimal de points requis pour l'évaluation technique pour les critères et
  - d. obtenir le nombre minimal de 700 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés.  
L'échelle de cotation compte 1000 points.
2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) et d) seront déclarées non recevables.
3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 60% sera accordée au mérite technique et une proportion de 40% sera accordée au prix.
4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus, divisé par 1 000, puis multiplié par 60 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 40%.
6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.
7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 60/40 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

**Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (60 %) et du prix (40 %)**

		<b>Soumissionnaire 1</b>	<b>Soumissionnaire 2</b>	<b>Soumissionnaire 3</b>
<b>Note technique globale</b>		115/135	89/135	92/135
<b>Prix évalué de la soumission</b>		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
<b>Calculs</b>	<b>Note pour le mérite technique</b>	115/135 x 60 = 51,11	89/135 x 60 = 39,56	92/135 x 60 = 40,89
	<b>Note pour le prix</b>	45/55 x 40 = 32,73	45/50 x 40 = 36,00	45/45 x 40 = 40,00
<b>Note combinée</b>		83,84	75,56	80,89
<b>Évaluation globale</b>		1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>

**PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

**5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

## 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

## 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848) ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&\\_ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

### 5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

#### 5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [A3005T \(2010-08-16\)](#) Statut et disponibilité du personnel

#### 5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T \(2010-08-16\)](#) Études et expérience

## PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A » et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée \_\_\_\_\_, en date du \_\_\_\_\_.

#### 6.1.2 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

##### 6.1.2.1 Processus d'autorisation de tâches

1. Le *responsable technique* fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du « Formulaire d'autorisation des tâches pour les clients autres que le MDN », de l'annexe D.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 10 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au *responsable technique* le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le *responsable technique*. L'entrepreneur reconnaît qu'avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

##### 6.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches

Le *responsable technique* peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 20 000 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être approuvée par « *le responsable technique* » et « *l'autorité contractante* » avant d'être émise.

##### 6.1.2.3 Obligation du Canada – portion des travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

##### 6.1.2.4 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées deux fois par année à l'autorité contractante.

Voici la répartition des semestres :

Premier semestre : du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre;

Deuxième semestre : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

### **Exigence en matière de rapport – Explications**

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre:

Pour chaque AT autorisée:

- i. le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;
- iv. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;
- v. dates de début et de fin de chaque AT autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées:

- i. Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

## **6.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

---

### 6.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### 6.3 Exigences relatives à la sécurité

6.3.1 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### 6.4 Durée du contrat

#### 6.4.1 Période du contrat

La période du contrat s'étend de la date de l'attribution au 30 juin 2022 inclusivement.

#### 6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 1 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

### 6.5 Responsables

#### 6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Brad Campbell  
Spécialiste de l'approvisionnement  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Direction générale de l'approvisionnement et de la rémunération  
Place ATB, tour Nord  
10025, avenue Jasper, 5<sup>e</sup> étage  
Edmonton (Alberta) T5J 1S6  
Téléphone : 780-721-5224  
Télécopieur : 780-497-3510  
Adresse électronique : [brad.campbell@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:brad.campbell@pwgsc-tpsgc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

### 6.5.2 Responsable Technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_ .

En son absence, Le responsable technique représente est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

À communiquer :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

### 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

---

## 6.7 Paiement

### 6.7.1 Base de paiement

1. Pour les travaux décrits aux sections 1.0 à 12.0 de l'Énoncé des travaux de l'annexe A :

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix unitaires fermes précisés à la section 1.0 de la Base de paiement de l'annexe B. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

2. Pour les travaux décrits à la section 13.0 de l'Énoncé des travaux de l'annexe A :

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâche (AT) approuvée, conformément à la section 2.0 de la Base de paiement de l'annexe B, jusqu'à la limitation des dépenses précisée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane *sont inclus*, et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 6.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_\_\_ \$. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

### 6.7.3 Méthode de paiement

Le Canada paiera l'entrepreneur conformément aux conditions générales du contrat et aux modalités ci-dessous.

#### 6.7.3.1 Paiements progressifs – Honoraire du vérificateur de la consommation d'énergie électrique

1. Le Canada effectuera les paiements progressifs conformément aux dispositions de paiement du contrat, à raison de une fois par mois au plus, pour les frais engagés dans l'exécution des travaux, jusqu'à concurrence de 90 % du montant réclamé et approuvé par le Canada si :
  - a. une demande de paiement exacte et complète en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
  - b. le montant réclamé est conforme à la base de paiement;
  - c. la somme de tous les paiements progressifs effectués par le Canada ne dépasse pas 90 % de la totalité du montant à verser en vertu du contrat;
  - d. toutes les attestations demandées sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés.
2. Le solde du montant dû pour chaque année civile sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque le rapport de rapprochement du calcul de la consommation tous les six mois pour l'année aura été terminé et livré, s'il a été accepté par le Canada et si une demande finale pour le paiement est présentée.
3. Le solde du montant dû à la fin du contrat sera payé conformément aux dispositions de paiement du contrat lorsque l'ensemble des travaux requis en vertu du contrat, y compris le rapport de fin de contrat, seront exécutés s'ils ont été acceptés par le Canada et si une demande finale pour le paiement est présentée.
4. Les paiements progressifs ne sont que des paiements provisoires. Le Canada peut procéder à une vérification gouvernementale et des vérifications provisoires du temps et des coûts et apporter lorsqu'il y a lieu des correctifs au contrat pendant l'exécution des travaux. Tout paiement en trop qui résulte du versement des paiements progressifs ou d'une autre cause doit être remboursé rapidement au Canada.

#### 6.7.3.2 Paiements progressifs – Services supplémentaires

1. Pour le paiement des services supplémentaires, l'entrepreneur doit présenter une demande distincte de toute demande de paiement présentée en vertu de l'article 6.7.3.1 ci-dessus.

2. Le Canada fera des paiements progressifs au titre des services supplémentaires conformément aux dispositions du contrat, comme il est décrit à l'article 6.7.3.1, ci-dessus.

#### 6.7.4 Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

Clause du *Guide des CCUA* C2000C (2007-11-30) Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

#### 6.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

#### 6.7.6 Vérification discrétionnaire

SAC Clause du *Guide des CCUA* C0100C (2010-01-11) Vérification discrétionnaire des comptes – biens et(ou) services commerciaux

#### 6.7.7 Vérification du temps

Clause du *Guide des CCUA* C0711C (2008-05-12) Contrôle du temps

### 6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre une demande de paiement en utilisant le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif.

Chaque demande doit présenter :

- a. toute l'information exigée sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#);
- b. toute information pertinente détaillée à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales;
- c. une liste de toutes les dépenses;
- d. les dépenses plus le profit ou les honoraires calculés au prorata;
- e. une « retenue » de 10 % de la valeur totale de la demande.

Chaque demande doit être appuyée par :

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé, le cas échéant;
- b. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs, frais de déplacement et de subsistance;
- c. les rapports à présenter pour la période visée.

2. Les taxes applicables doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue. Au moment de la demande de la retenue, il n'y aura pas de taxes applicables à payer car celles-ci ont été réclamées et sont payables sous les demandes de paiement progressif précédentes.
3. L'entrepreneur doit préparer et certifier un original et deux (2) copies de la demande sur le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), et les envoyer au [responsable technique](#) identifié sous l'article intitulé « Responsables » du contrat pour fin d'attestation après l'inspection et l'acceptation des travaux.  
  
Le [responsable technique](#) fera parvenir l'original et les deux (2) copies de la demande à l'autorité contractante pour attestation et présentation au Bureau du traitement des paiements pour toutes autres attestations et opérations de paiement.
4. L'entrepreneur ne doit pas soumettre de demandes avant que les travaux identifiés sur la demande soient complétés.

## 6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

### 6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### 6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales - besoins plus complexes de services 2035 (2016-04-04);
- (c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- (d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- (e) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- (f) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, ([inscrire la date de la soumission](#)) ([si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le \\_\\_\\_\\_\\_ » ou « modifiée le \\_\\_\\_\\_\\_ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications](#)).

### 6.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**ou**

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

### **6.13 Assurances**

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances

---

**ANNEXE « A »**

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**1.0 Titre : Services de consultation en matière de vérification et de rapprochement dans le cadre du contrat d'énergie électrique n° EW003-162563/001EDM**

**2.0 Définitions**

Les mots, expressions et termes utilisés dans ce document y ont le sens qui leur est donné à l'article Définitions de l'appendice 1 intitulé annexe A – Énoncé des travaux et Base de paiement du contrat d'Enmax EW003-162563/001/EDM.

**3.0 Contexte**

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) a passé un contrat de cinq ans avec la société ENMAX Energy Corporation (le détaillant) pour la fourniture en vrac d'environ 231,000 MWh d'énergie électrique par année à quelque 915 emplacements désignés de onze ministères et organismes fédéraux établis en Alberta. Il s'agit d'un contrat d'achat en bloc d'une quantité fixe (85 %) de la charge du gouvernement à des prix unitaires fermes par MWh, la charge restante étant achetée au prix au comptant. Ce contrat permet au gouvernement fédéral de mieux établir son budget tout en permettant une fluctuation à la baisse de la charge sans incidence sur la quantité fixe ou sur les prix unitaires fermes.

Le contrat d'électricité prévoit l'inscription de tous les emplacements désignés fédéraux auprès de l'agent de calcul de la charge, la fourniture de l'énergie électrique, la collecte de renseignements sur le calcul de la charge, la facturation mensuelle globale conformément aux exigences des ministères et organismes utilisateurs, et la prestation de services connexes.

Tout ajout ou retrait d'emplacements désignés est demandé par le ministère ou l'organisme utilisateur directement au détaillant, qui apporte les changements et avise le responsable technique. Une modification au contrat annuelle est établie en regroupant les renseignements sur les modifications aux emplacements désignés, de manière à conserver un décompte exact de ces emplacements fédéraux.

**4.0 Objectif**

Services publics et Approvisionnement Canada a besoin de services de vérification consistant à examiner et vérifier le rendement du détaillant en énergie électrique, y compris les quantités d'électricité fournies, la rapidité de prestation des services connexes et l'exactitude de la tenue des comptes et de la facturation, et à faire rapport sur ce rendement. Le fournisseur de services doit également être en mesure de communiquer sur les aspects du contrat et le marché de l'électricité.

**5.0 Portée des travaux**

L'entrepreneur effectue les travaux suivants en lien avec la conformité du détaillant avec les modalités du contrat d'énergie électrique (électricité).

5.1 Servir d'interlocuteur unique possédant les capacités et les ressources nécessaires pour traiter de tous les aspects du présent contrat de vérification.

5.2 Inscription lors de la transition vers le contrat en 2022

- a. Examiner la liste à jour des emplacements désignés des ministères et des organismes utilisateurs (addenda 1 de l'appendice 1 de l'annexe A) du contrat d'électricité, et vérifier si tous ces emplacements ont été inscrits correctement par le détaillant. Consulter le détaillant afin d'obtenir et de valider toute l'information pertinente pour s'assurer que chaque emplacement désigné est inscrit et relève du bon ministère fédéral.
- b. Mentionner au détaillant, aux fins de réinscription ou de désinscription, tout emplacement désigné n'ayant pas été inscrit correctement conformément au contrat d'électricité.
- c. Pour tout emplacement désigné qui n'a pas été inscrit, vérifier si la facturation de la période manquante respecte le taux approprié selon le contrat d'électricité.

### 5.3 Inscription, désinscription, mise sous tension et mise hors tension en cours de contrat

Examiner le processus d'inscription du détaillant et vérifier si les changements aux emplacements désignés demandés sont apportés pour les ministères et organismes fédéraux visés dans les cinq jours ouvrables, comme indiqué au contrat, et si la facturation est mise à jour pour respecter les préférences de facturation de chaque ministère ou organisme.

### 5.4 Gestion des données

Examiner la capacité et les processus de gestion des données du détaillant (portail Web, rapprochement mensuel) et vérifier que ceux-ci respectent les modalités du contrat d'électricité.

### 5.5 Facturation mensuelle

- a. Vérifier l'exactitude des factures mensuelles pour chaque emplacement désigné d'un ministère ou organisme fédéral. Voici les variables suivantes des factures qui doivent être examinées et présentées au Canada:
  - i) tarifs pour le câblage, y compris notamment les frais de transmission et de distribution, les pertes en ligne et les pertes commerciales;
  - ii) énergie électrique calculée totale, y compris les quantités fixes et les quantités supplémentaires au prix du réseau commun d'énergie;
  - iii) coût de l'énergie totale consommée, par emplacement désigné et par ministère, dans le contexte du prix précisé par le contrat et du prix horaire au comptant;
  - iv) coût total facturé par rapport au coût précisé au contrat, et justification de la différence;
  - v) les CER pour ce qui est de la quantité et la prime, par emplacement désigné et par ministère;
  - vi) frais de détail pour l'énergie électrique calculée et les CER, par emplacement désigné et par ministère;
  - vii) frais de vérification par rapport à la quantité d'électricité consommée.
- b. Repérer tout écart dans la facturation mensuelle et fournir les renseignements connexes au détaillant ou au fournisseur de services de câblage afin de faciliter le règlement de la situation.
- c. Relever tout paiement fait en retard par un ministère ou un organisme fédéral et en trouver la raison.



---

## 5.6 Gestion du portefeuille

- a. Faciliter le rapprochement financier, avec le détaillant et le fournisseur de services de câblage, du coût de l'énergie facturée dans le contexte des points 5.5a) et 5.5b).

- b. Modification du profil des quantités fixes

Examiner la consommation réelle calculée par comparaison aux quantités fixes totales et assignées afin d'établir si les ministères et organismes respectent leurs fourchettes de consommation prévue. Si la modification du profil est nécessaire et a lieu, prendre note des changements apportés et vérifier s'ils bénéficient à l'État.

- c. Budgets annuels

Vérifier si les estimations budgétaires annuelles pour le prochain exercice ont été fournies par le détaillant au bénéfice des ministères et organismes utilisateurs à la fin du troisième trimestre de chaque année, en tenant compte de la modification des profils de consommation le cas échéant.

## 5.7 Certificats d'énergie renouvelable (CER)

- a. CER

Communiquer avec le détaillant pour déterminer les sources de CER qui fournissent de l'énergie verte au gouvernement fédéral. Examiner la production des sources assignées et vérifier si le détaillant fournit la quantité d'énergie électrique verte prévue au contrat au réseau électrique interconnecté de l'Alberta.

Vérifier si la quantité de CER correspond aux profils de consommation de charge réelle des ministères.

Vérifier si les sources de CER respectent les critères de la certification ÉcoLogo.

Vérifier que le transfert des CER au Canada a bien lieu et que ces caractéristiques n'appartiennent à aucune autre partie

- b. Attribution

Vérifier si le CER et la réduction d'émissions connexe sont attribuées aux ministères fédéraux qui ont choisi d'acheter de l'énergie verte pour répondre aux besoins de leur portefeuille.

## 5.8 Rapports

Fournir les rapports requis conformément à l'article 7, ci-dessous.

## 6.0 Réunions

- 6.1 Les téléconférences et/ou présentations spéciales seront demandées par le responsable technique au besoin.

- 6.2 Le responsable technique peut organiser au plus une réunion régulière par mois, prévue au contrat.

- 6.3 Des réunions ou des projets spéciaux visant à régler des différends avec les ministères et organismes clients ou avec l'entrepreneur en électricité peuvent être organisées par le responsable technique en vertu des modalités sur les services supplémentaires.

## **7.0 Rapports et produits livrables**

- 7.1 Tous les rapports sont remis au responsable technique en format électronique PDF.

### **7.2 Rapports mensuels**

- a. Mentionner tout nouvel emplacement désigné n'ayant pas été correctement inscrit dans les cinq jours ouvrables, comme prévu dans le contrat d'électricité.
- b. Signaler tout écart dans la facturation mensuelle au responsable technique.
- c. Informer le responsable technique de tout problème ayant trait à de nouveaux branchements qui devraient, selon les modalités du contrat, être réglés par le détaillant.
- d. Fournir un rapport indiquant que tout est conforme s'il n'y a rien à signaler par rapport à cette partie.
- e. Modification du profil des quantités fixes

Comparer la consommation réelle calculée pour le trimestre aux quantités fixes totales et assignées, indiquer dans le rapport si la consommation des ministères et organismes se situe dans la fourchette prévue et signaler tout écart. Recommander toute modification nécessaire aux profils.

- f. Fournir une analyse des résultats du contrat d'électricité, y compris les feuilles de calcul nécessaires, pour les données suivantes :
  - i) courbe de charge totale pour chaque compte, par mois et par exercice (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars) terminé ou en cours;
  - ii) ensemble des coûts du contrat d'électricité à ce jour, par mois et par exercice terminé ou en cours, en tenant compte du processus de rapprochement du calcul de la consommation tous les six mois;
  - iii) comparaison de l'ensemble des coûts du contrat prévus et réels à ce jour, par mois, en tenant compte du processus de rapprochement du calcul de la consommation tous les six mois;
  - iv) coûts totaux prévus jusqu'à l'expiration du contrat d'électricité, par mois et par année;
  - v) valeur actuelle et prévue sur le marché (approvisionnement normal) du contrat d'électricité;
  - vi) coûts évités pour chaque mois et exercice terminé ou en cours par rapport à l'approvisionnement normal (solution d'approvisionnement par défaut), en tenant compte du processus de rapprochement du calcul de la consommation tous les six mois;

vii) les éléments suivants pour un ministère ou organisme, ou un édifice au besoin : résumé des coûts, des coûts évités, de la valeur du marché et de la courbe de charge totale par ministère et organisme pour chaque mois et exercice, terminé ou en cours;

viii) nombre actuel de comptes et nombre de factures produites par mois, par ministère et organisme ainsi qu'au total.

g. Certificats d'énergie renouvelable (CER)

Comparer, avec les rapports du détaillant, le volume total et les coûts des CER par mois et par exercice financier, pour chaque ministère et organisme participant, et établir l'exactitude des rapports.

h. Vérifier la quantité d'énergie verte produite par fournisseur par comparaison au volume total acheté par l'État.

i. Résumer les principaux problèmes survenus durant le mois et leur résolution.

j. Fournir une analyse et des prévisions relatives au prix des CER pour une période d'un an.

k. Indiquer si l'État a reçu la valeur prévue aux modalités du contrat d'électricité : profils de charge par rapport aux profils de consommation par rapport aux conditions du marché.

**7.3 Rapport annuel** (portant sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année)

a. Résumer les principaux problèmes survenus durant l'année et leur résolution.

b. Indiquer si l'État a reçu la valeur prévue aux modalités du contrat d'électricité : profils de charge par rapport aux profils de consommation par rapport aux conditions du marché.

**7.4 Rapport semestriel de rapprochement du calcul de la consommation**

Le rapport semestriel de rapprochement du calcul de la consommation doit être déposé au plus tard le 30 juin de chaque année à partir du 1<sup>er</sup> janvier qui inclue tous les rapports annuels précédents et l'énergie électrique calculée finale en date du 31 décembre de l'année précédente.

**7.5 Rapport final sur le contrat**

Le rapport final sur le contrat doit être déposé au plus tard le 30 juin 2022 Rapport semestriel comparatif de l'énergie électrique calculée pour cette année et une analyse finale du contrat d'électricité mentionnant tout problème non résolu.

**8.0 Déplacements**

Le responsable technique pourrait demander à l'entrepreneur de se déplacer, à l'occasion, pour assister à des réunions spéciales, faire des exposés ou offrir des services supplémentaires au prix supplémentaire prévu au contrat en vertu des modalités sur les services supplémentaires.

**9.0 Critères d'acceptation**

**9.1** Toute vérification est faite et tout rapport produit subséquemment, rédigé conformément aux principes comptables généralement reconnus.

**9.2** L'ensemble des tâches, des rapports et des produits livrables visés par le contrat est approuvé par le responsable technique.

## **10. Information fournie par le gouvernement**

10.1 Copie de l'Énoncé des travaux et de la Base de paiement pour le contrat d'électricité avec ENMAX n° EW003-162563/001/EDM, à l'exception des détails concernant les prix, jointe à l'appendice 1.

*REMARQUE : Les détails concernant les prix seront fournis à l'entrepreneur en vérification après adjudication du contrat.*

## **11. Sécurité**

Tous les travaux sont non classifiés. L'entrepreneur n'a pas accès à des renseignements classifiés.

## **12. Logiciels et systèmes**

L'entrepreneur utilise des logiciels et des systèmes compatibles avec les logiciels et systèmes d'ENMAX.

## **13. Services supplémentaires**

13.1 La présente section décrit les services supplémentaires liés à la vérification de la consommation d'électricité qui pourraient être autorisés selon les besoins, conformément à l'article 6.1.2 du présent contrat.

13.2 Types de services supplémentaires

- a) *Réunions, évaluations et exposés spéciaux*  
Assister à des réunions spéciales, effectuer des évaluations spéciales ou faire des exposés à l'intention de ministères et d'organismes clients, de l'entrepreneur en électricité ou d'autres personnes à la demande du responsable technique.
- b) *Programmes d'efficacité*  
Faire rapport sur de nouveaux projets fédéraux qui encouragent l'achat d'énergie verte en Alberta et procéder à une analyse des avantages que ces projets pourraient comporter pour les ministères et organismes fédéraux établis en Alberta.  
Recommander au responsable technique tout changement approprié au contrat d'électricité.
- c) *Contrat axé sur le rendement*  
Déterminer et établir les tendances de consommation de base en vue de projets de conservation de l'énergie; faire rapport sur les économies monétaires réalisées comme sur les réductions de la consommation, ainsi que sur l'atteinte des cibles.
- d) *Conservation de l'énergie*  
Examiner les rapports du détaillant pour repérer des occasions de conserver de l'énergie et de réaliser des économies; faire des recommandations au responsable technique en conséquence. Fournir des conseils et effectuer des analyses

relativement aux projets de conservation. Offrir des solutions relatives aux possibilités d'économie et formuler des recommandations au responsable technique.

- e) *Renseignements sur le marché*  
Conseiller le responsable technique quant aux activités sur le marché qui pourraient avoir une incidence sur le contrat d'électricité. Fournir des conseils et effectuer des analyses relativement aux diverses énergies et aux marchés des services publics au Canada. Offrir des solutions et des rapports relatifs aux possibilités d'économie et formuler des recommandations au responsable technique.

Si l'entrepreneur doit obtenir les services d'experts pour offrir certains de ces services supplémentaires, il peut les engager à forfait et le coût de leur embauche est considéré comme une dépense remboursable dans une autorisation de tâche, moyennant l'approbation préalable du responsable technique.

### 13.3 Types d'employés

- a) L'entrepreneur peut avoir besoin, notamment, d'employés œuvrant dans les domaines suivants :
- vérification en énergie électrique
  - développement et soutien des systèmes d'information
  - génie/travail technique
  - comptabilité
  - administration de dossiers, services de bureau
- b) Le responsable technique peut, en consultation avec l'entrepreneur, modifier cette liste des types d'employés. Le taux de rémunération de tout autre type de main-d'œuvre est négocié avec l'autorité contractante.

### 13.4 Qualifications du personnel clé

- a) Les qualifications du personnel clé affecté aux travaux visé par ce contrat sont acceptées par le responsable technique.
- b) Si des personnes précises sont nommées dans l'autorisation de tâche pour exécuter les travaux, l'entrepreneur fournit les services de ces personnes, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
- c) Si, à tout moment, l'entrepreneur ne peut pas fournir les services d'une personne désignée dans le cadre d'une autorisation de tâche, il fournit un remplaçant ayant des compétences et une expérience semblables.
- d) Avant de remplacer toute personne identifiée dans l'autorisation de tâche, l'entrepreneur donne par écrit les renseignements suivants au responsable technique :
- i) raison pour laquelle la personne nommée doit être remplacée;
  - ii) nom du remplaçant proposé et état de ses compétences et de son expérience.
- e) L'entrepreneur ne permet jamais l'exécution des travaux par des remplaçants non autorisés; l'acceptation d'un remplaçant par le responsable technique ne relève cependant pas l'entrepreneur de l'obligation de satisfaire aux exigences de l'autorisation de tâche.

- 
- f) Le responsable technique peut, s'il a des motifs raisonnables de le faire, exiger l'arrêt des travaux par n'importe quel employé, auquel cas l'entrepreneur respecte sans délai à cet ordre et, conformément aux points 13.4c) et 13.4d)ii), désigne un remplaçant.
  - g) Le fait que le responsable technique n'exige pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter des travaux ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité de satisfaire aux exigences de l'autorisation de tâche.

---

## APPENDICE 1 DE L'ÉNONCÉ DES TRAVAUX

---

### ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX ET BASE DE PAIEMENT POUR LE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ AVEC ENMAX NUMÉRO EW003/162563/001/EDM

---

#### ANNEXE « A »

#### ÉNONCÉ DES TRAVAUX

**1.0 Définitions** – Les mots, les syntagmes et les termes utilisés possèdent les significations décrites dans la « loi » à moins qu'ils soient définis autrement dans le présent document.

La **loi** fait référence à l'Electric Utilities Act S.A. 2003 c. E-5.1 de l'Alberta et les règlements d'application; tous tels que modifiés, remplacés ou adoptés de nouveau de temps à autre.

L'**Alberta Interconnected Electrical System (réseau d'électricité interconnecté de l'Alberta)** a la signification décrite dans l'Electric Utilities Act de la Province de l'Alberta.

La **quantité fixe totale** est définie dans l'appendice 2 de l'annexe « A ».

La **quantité fixe assignée** est la portion totale de l'énergie électrique calculée d'un ministère client qui sera payée à un prix unitaire fixe.

La **quantité fixe assignée à l'heure** est la portion de l'énergie électrique calculée à l'heure d'un ministère client qui sera payée à un prix unitaire fixe.

L'**accord** fait référence au contrat et vice versa.

Un **jour ouvrable** représente un jour autre qu'un samedi ou un dimanche ou un jour férié en Alberta.

Un **ministère client** fait référence aux ministères et organismes fédéraux en l'Alberta recevant des services aux termes du contrat.

L'**énergie électrique conventionnelle** représente l'énergie électrique produite et fournie au réseau d'électricité interconnecté de l'Alberta autre que l'énergie électrique verte.

L'**énergie électrique** est une description générale comprenant l'énergie électrique conventionnelle et l'énergie électrique verte.

Les **réductions d'émissions** font référence aux biens incorporels provenant du déplacement par des sources admissibles des émissions atmosphériques polluantes issues de la production d'énergie électrique alimentée par le charbon, le pétrole, l'Orimulsion ou le gaz naturel, ou encore par la réduction directe au moyen de la combustion d'un combustible résiduaire tel que le méthane. Les réductions d'émissions concernent des polluants particuliers provenant d'une partie ou de l'ensemble de la production d'énergie électrique alimentée par les combustibles fossiles approvisionnant le réseau d'électricité interconnecté de l'Alberta. Les polluants reconnus sont : le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), l'oxyde de diazote (N<sub>2</sub>O), les oxydes d'azote (NOx), les matières particulaires et les métaux lourds (mercure, chrome hexavalent, cadmium,

plomb, nickel) et l'arsenic. Les réductions d'émissions comprennent les « réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) », qui sont des réductions d'émissions pour le CO<sub>2</sub>, le méthane (CH<sub>4</sub>) et le N<sub>2</sub>O.

La **quantité fixe** est la portion de l'énergie électrique calculée totale qui sera payée à des prix unitaires fixes.

Le **prix unitaire fixe** pour l'énergie électrique calculée à l'heure compte trois tarifs : crête à crête, heures de pointe et heures creuses. Ils sont définis à l'annexe » B ».

Le **prix de gros offert sur le marché à terme** représente un prix offert sur le marché à un moment donné entre un acheteur et un vendeur pour la livraison d'une quantité fixe d'électricité à une certaine date ou à un certain moment et à un prix prédéfini.

L'**énergie électrique verte** représente l'énergie électrique produite et fournie au réseau d'électricité interconnecté de l'Alberta provenant de sources d'énergie renouvelable ayant un faible impact environnemental.

Un **faible impact environnemental** fait référence à une énergie qui a les caractéristiques suivantes :  
énergie électrique provenant d'installations de production d'électricité renouvelable à faible impact satisfaisant aux critères de la certification Éco-Logo;

La **prime de la certificat d'énergie renouvelable** représente un prix unitaire ferme facturé pour les CER dépassant les frais pour l'énergie électrique conventionnelle ou non écologique, et pour la gestion de la portion des CER du contrat.

Le terme **prix du réseau commun d'énergie** correspond au prix horaire du réseau commun d'énergie de l'Alberta publié par l'Alberta Electric System Operator.

Les **certificats d'énergie renouvelable (CER)** représentent les CER de l'énergie électrique associés à la production d'électricité à l'aide de sources d'énergie renouvelable ayant un faible impact environnemental. Ils comprennent, sans s'y limiter :

- a) les droits à tout attribut fongible ou non, provenant des sources de production elles-mêmes, de l'interaction des sources avec le réseau d'électricité interconnecté de l'Alberta ou en raison des règlements applicables;
- b) tout droit de propriété lié à la nature renouvelable de la source d'énergie, comme les attestations d'énergie renouvelable.

Certains CER particuliers comprennent des droits de propriété de réductions d'émissions ou transferts de droits découlant de l'interaction des sources avec le réseau de distribution d'électricité ou comme il est spécifié dans les règlements applicables (p. ex. quotas d'émissions), y compris les gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O), les matières particulaires, les NO<sub>x</sub>, les oxydes de soufre (SO<sub>x</sub>), les métaux lourds (mercure, chrome hexavalent, cadmium inorganique, plomb, composés de nickel) et l'arsenic, et le droit de les quantifier et de les inscrire auprès des autorités compétentes.

Une **source d'énergie renouvelable** signifie le vent, le soleil ou l'eau, ci-après nommés source A, et la biomasse (y compris le méthane), ci-après nommée source B, lorsque l'électricité est produite par des applications nouvelles et novatrices, et lorsque :



- a) la taille de chaque turbine d'une centrale hydroélectrique est de 2 mégawatts (plaque signalétique) ou moins, ou, si la taille est de plus de 2 mégawatts, la capacité totale de la centrale hydroélectrique (plaque signalétique) ne dépasse pas 50 mégawatts; et, l'énergie électrique produite provient de :
- la rénovation de la centrale entraînant une augmentation de la production, comme l'automatisation de la centrale, l'amélioration de l'équipement à l'aide d'une optimisation par dynamique numérique des fluides; ou
  - des applications novatrices comme des exutoires d'usines de traitement des eaux usées, des soupapes de surpression dans les systèmes d'approvisionnement en eau, des chutes de canaux d'irrigation, des techniques de creusement spéciales, des prises par siphon et des systèmes d'énergie hybride; ou
  - des unités à turbogénératrices comme une pompe basse pression (dont la tête se situe à moins de 15 m) faisant office de turbine et des appareils à vitesse variable;
- b) les technologies de sous-produits de la biomasse admissibles comprennent :
- la gazéification;
  - la combustion en deux étapes (parfois appelée gazéification);
  - la combustion en lit fluidisé, un système de combustion avec une alimentation en air moderne; ou
  - un système impliquant le séchage de la biomasse et la combustion en suspension dans l'air; ou
- c) le méthane produit :
- à partir de déchets solides municipaux des sites d'enfouissement; ou
  - par fermentation anaérobie à l'aide du traitement des égouts municipaux ou de fumier d'étable.

Le **coût de détail** représente les frais que le Canada doit payer à l'entrepreneur en matière de prestation de services de détail pour l'énergie électrique calculée.

Le **Code de système du règlement** fait référence aux règlements établis par l'exploitant indépendant de réseau en vertu de la loi afin de réglementer le calcul de la charge dans la province de l'Alberta.

L'**énergie électrique calculée** représente la charge horaire annuelle mesurée plus une allocation pour les pertes en lignes et l'énergie non comptabilisée.

Un **site** correspond à un identifiant numérique unique à 13 chiffres propre au service d'électricité, et les « sites » représentent collectivement les adresses de service précisées dans l'Appendice 1 de l'Annexe « A ».

Les **sources A et B** font référence (consultez l'interprétation « source d'énergie renouvelable »).

## 2.0 Exigences

2.1 L'entrepreneur doit fournir l'énergie électrique et les services administratifs connexes, en plus des services connexes supplémentaires autorisés pour les ministères clients suivants dans la province de l'Alberta :

- Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC);
- Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à Waterton, en Alberta;
- Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA);

- Service correctionnel Canada (SCC);
- Ministère de la Défense nationale (MDN);
- Environnement Canada (EC);
- Santé Canada (SC);
- Ressources naturelles Canada (RNC);
- Agence Parcs Canada;
- Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC);
- Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Une liste des ministères clients se trouve dans l'appendice 1 de l'annexe « A ».

- 2.2** Environ 231 000 MWh d'énergie électrique par année et diverses quantités de CER doivent être livrés. L'appendice 2 de l'annexe « A » définit les quantités fixes d'énergie électrique et de CER. Ils seront tous payés conformément à l'annexe « B », Base de paiement.

### **3.0 Services de détail**

- 3.1** Le Canada reconnaît que l'entrepreneur se fiera aux renseignements fournis par l'agent de calcul de la charge, l'exploitant indépendant de réseau et le ou les fournisseurs de services de distribution, s'il y a lieu, pour la prestation de services de détail. Néanmoins, l'entrepreneur a la responsabilité fiduciaire de faire les efforts nécessaires pour veiller à ce que ces renseignements soient exacts et représentatifs de la marchandise consommée et facturée.
- 3.2** Le Canada reconnaît que la transmission, la distribution et la livraison de l'électricité au Canada sont les responsabilités du fournisseur de services de distribution.
- 3.3** L'entrepreneur, en tant que détaillant d'électricité du Canada, doit maintenir une situation financière suffisante pour s'acquitter de ses obligations financières d'opération et de réglementation, afin de satisfaire à l'ensemble des exigences prudentielles, des exigences d'inscription et des règlements avec Alberta Power Pool et chaque fournisseur de services de distribution concerné relativement à la consommation d'énergie électrique du Canada aux emplacements.
- 3.4** L'entrepreneur doit :
- 3.4.1** Inscrire les emplacements du Canada auprès de l'agent de calcul de la charge pour la livraison de l'électricité.
  - 3.4.2** Recueillir les renseignements de calcul de charge auprès de l'agent de calcul de charge concerné relativement à la consommation d'énergie électrique par le Canada aux divers emplacements, la consommation collective de tous les emplacements par ministère et la consommation collective de tous les ministères.
  - 3.4.3** Déterminer toutes les charges énergétiques pour l'énergie électrique calculée consommée aux emplacements, comme il est davantage détaillé dans la section 3.4.2.
  - 3.4.4** Déterminer les frais de distribution du service d'accès et les frais de transmission mensuels pour le Canada.
  - 3.4.5** Préparer une facture regroupée mensuelle pour le Canada – par emplacement et par ministère – comportant, mais sans s'y limiter : les frais d'énergie électrique, les frais de transmission, les frais de distribution du service d'accès et les frais

réglementés (p. ex. pertes en lignes et énergie non comptabilisée) et tout autre coût dont le Canada est responsable selon le Code du système de règlement de l'Alberta.

- 3.4.5.1 L'entrepreneur doit établir les exigences relatives aux préférences de facture regroupée, de format et de facturation avec chaque ministère client, et s'appliquera à répondre à leurs besoins particuliers. Les préférences peuvent comprendre la facturation papier, la facturation électronique, la facturation regroupée (p. ex. certaines facturations pour les CER doivent être faites centralement à SPAC et d'autres directement aux ministères clients), et l'ajout de renseignements spécifiques aux emplacements tels que les codes du bâtiment. Le système utilisé doit pouvoir s'adapter aux modifications et aux révisions.
- 3.4.5.2 Le système doit être en place et entièrement fonctionnel avant la livraison d'énergie électrique le 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- 3.4.6 Aider les ministères clients avec les projets d'excitation et de désexcitation en participant à la coordination des activités du fournisseur de services de distribution.
- 3.4.7 Fournir à chaque ministère client une estimation budgétaire pour l'exercice suivant (du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars) au plus tard au troisième trimestre de l'exercice en cours. Le budget doit comprendre, mais sans s'y limiter, tous les coûts liés à l'électricité : les câbles, la marchandise, la livraison, les coûts de détail, les primes de CER et les prévisions de charges.
- 3.4.8 Donner le nom d'un interlocuteur unique qui sera un professionnel de l'énergie doté de très bonnes connaissances et aptitudes dans ce secteur industriel, et ayant la capacité et les ressources nécessaires pour traiter de tous les aspects administratifs et techniques de ce contrat.
- 3.4.9 Élaborer, entretenir et exploiter un système de gestion de données conformes aux dispositions du paragraphe 3.10, Gestion des données.
- 3.4.10 Informer le responsable du projet de toutes les modifications applicables, ce qui touche notamment les quantités d'énergie électrique calculée, les tarifs de distribution et les problèmes de réglementation importants.
- 3.4.11 Réviser les tarifs de distribution pour chaque emplacement pour s'assurer que les tarifs exacts et les plus concurrentiels sont appliqués.
- 3.4.12 Déterminer les examens de facteur de puissance qui s'imposent pour chaque emplacement et en informer les autorités compétentes.
- 3.4.13 Déterminer les possibilités d'installation d'équipement de mesure lorsque les emplacements pourraient profiter de la modification ou de l'amélioration des profils de charge génériques et spécifiques, et en informer les autorités compétentes.
- 3.4.14 L'entrepreneur doit aviser sans délai le chargé de projet si un problème survient relativement à la vérification et à l'utilisation de l'énergie électrique par les emplacements des ministères clients.

### 3.5 Compteur

- 3.5.1 Le Canada reconnaît que l'énergie électrique qui lui est vendue par l'entrepreneur sera mesurée par des compteurs fournis et entretenus à chaque emplacement par les fournisseurs de services de distribution concernés.
- 3.5.2 Le Canada pourrait demander à l'entrepreneur de faire tester ses compteurs conformément aux modalités applicables des fournisseurs de services de distribution et aux bonnes pratiques en vigueur dans l'industrie. Le coût de ces tests sera assumé par le Canada.
- 3.5.3 La consommation d'électricité aux divers emplacements désignés sera établie en se basant sur les renseignements sur le calcul de la charge fournis par l'agent de calcul de la charge concerné, et ces renseignements seront réputés exacts pour les besoins du présent contrat. Néanmoins, aucune disposition du contrat n'interdit au Canada de demander à l'entrepreneur, ou à l'entrepreneur de prendre l'initiative, d'apporter la correction à une erreur dans les renseignements sur le calcul de la charge et de faciliter la prise des mesures correctives financières et matérielles subséquentes, conformément au Code du système de calcul de l'Alberta.

### **3.6 Processus d'inscription auprès de l'agent de calcul de la charge**

- 3.6.1 Le Canada fournira à l'entrepreneur ou à l'agent de calcul de la charge, le cas échéant, les renseignements nécessaires et l'accès aux emplacements désignés, sur préavis raisonnable, pour les besoins du processus d'inscription auprès de l'agent de calcul de la charge. Les renseignements sur les emplacements désignés sont fournis à l'appendice 1 de l'annexe A.
- 3.6.2 L'entrepreneur obtiendra les données sur la charge du Canada auprès de l'agent de calcul de la charge concerné pour chaque emplacement désigné ou regroupement d'emplacements désignés. Une copie signée du présent accord tiendra lieu de confirmation des directives du Canada à cet égard. L'entrepreneur remplira et remettra au Canada aux fins de signature un formulaire de demande pour chaque emplacement désigné mentionné à l'appendice 1 de l'annexe A afin de permettre l'accès à ces renseignements et l'inscription auprès de l'agent de calcul de la charge. L'entrepreneur veillera à ce que les renseignements nécessaires à l'inscription des emplacements désignés soient complets et exacts, et il collaborera avec le Canada pour corriger les erreurs dans la documentation d'inscription qui pourraient nuire à l'inscription en bonne et due forme de tous ces emplacements.
- 3.6.3 L'entrepreneur inscrira correctement tous les emplacements désignés du Canada afin qu'ils soient alimentés en électricité à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### **3.7 Déménagements et modification du nombre d'emplacements désignés**

- 3.7.1 Si le Canada décide de retirer des emplacements du champ d'application du présent accord en le vendant, en l'abandonnant ou de toute autre manière, ou si le Canada décide d'ajouter des emplacements au champ d'application du présent accord, le Canada produira un formulaire d'Avis de changement d'emplacement à l'intention de l'entrepreneur, 20 jours ouvrables avant l'ajout ou la suppression, en précisant les emplacements concernés. En cas d'ajout d'un emplacement désigné, l'avis contiendra le même genre de renseignements que ceux qui ont été fournis à l'appendice 1 de l'annexe A relativement aux emplacements existants. Dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de la modification, l'entrepreneur déposera auprès du fournisseur de services de distribution concerné une demande

d'inscription ou de désinscription, selon le cas, des emplacements désignés à la liste de l'entrepreneur en tant que détaillant.

3.7.2 Nonobstant la modification à l'appendice 1 de l'annexe A :

3.7.2.1 Le présent contrat continue de s'appliquer aux emplacements désignés qui ont été supprimés jusqu'à ce que ceux-ci aient été désinscrits de la liste de l'entrepreneur en tant que détaillant par le fournisseur de services de distribution concerné;

3.7.2.2 Le présent contrat ne s'applique pas aux emplacements désignés ayant été ajoutés tant que ceux-ci n'ont pas été inscrits à la liste de l'entrepreneur en tant que détaillant par le fournisseur de services de distribution concerné.

**3.8 Modification du profil des quantités fixes**

3.8.1 Si un ou plusieurs ministères clients consomment régulièrement plus ou moins d'électricité que leurs quantités fixes assignées, et si la charge totale dépasse tout de même la quantité fixe totale, le Canada peut modifier le profil des quantités fixes de ces ministères sur une base annuelle. Cette modification des profils ne change en rien la quantité fixe totale du Canada, à moins que celle-ci soit révisée aux termes de modalités décrites ailleurs dans le présent contrat

**3.9 Vérification de la consommation d'énergie électrique**

3.9.1 L'entrepreneur tiendra des livres, comptes et dossiers adéquats attestant le coût de sa fourniture d'énergie électrique au Canada en vertu du présent contrat ainsi que de toutes les dépenses effectuées ou des engagements pris en rapport avec ce contrat, et conservera l'ensemble des factures, reçus et pièces justificatives pertinents.

3.9.2 L'entrepreneur prendra les mesures nécessaires pour que l'ensemble des livres, comptes, dossiers, factures, reçus et pièces justificatives liés à l'énergie électrique soient préservés, conservés et présentés aux fins de vérification et d'inspection de la consommation d'énergie électrique par le Canada, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire, en tout temps jusqu'à expiration des six (6) années suivant la fin du contrat.

3.9.3 L'entrepreneur, sur préavis, mettra ses installations à la disposition des responsables de toute vérification ou inspection de ce genre et fournira aux représentants autorisés du Canada les renseignements nécessaires à la vérification.

3.9.4 L'entrepreneur fournira des données en format électronique aux fins de vérification au vérificateur du Canada, tous les mois, au moment de soumettre sa facture mensuelle. Les fichiers de données comprendront les données brutes du compteur et de la facturation pour la distribution, les fichiers électroniques de facturation, les listes d'identificateurs d'emplacements désignés, l'identification des sources de certifications d'énergie renouvelable et les volumes applicables, ainsi que tout autre renseignement nécessaire pour appuyer la validité et l'exactitude des factures.

3.9.5 L'entrepreneur paiera le vérificateur de la consommation d'énergie électrique du Canada, au prix par MWh établi par le responsable de projet, et portera ces coûts sans marge de profit sur ses factures aux ministères clients. Les coûts de

vérification seront ventilés par emplacement, de façon courante, et rajustés selon les périodes de calcul.

- 3.9.6 Le Canada se réserve le droit de vérifier les dossiers de facturation de l'entrepreneur ainsi que d'obtenir et de conserver des copies des dossiers d'exploitation nécessaires à la justification des certifications d'énergie renouvelable fournies et facturées.

### **3.10 Gestion des données**

- 3.10.1 À la demande du Canada, l'entrepreneur mettra à disposition des rapports sur mesure, par exemple sur les coûts, l'historique de la consommation d'énergie électrique, l'accumulation de CER, la réduction des émissions et les valeurs de référence selon les exigences des emplacements désignés et des ministères.
- 3.10.2 L'entrepreneur fournira un portail Web sécurisé d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2017, par l'intermédiaire duquel les ministères clients et le vérificateur pourront accéder aux résumés de l'historique et à des renseignements détaillés sur les emplacements désignés.
- 3.10.3 Sur demande, l'entrepreneur mettra à la disposition des ministères clients les données sur la consommation et les coûts, par site et par compte, sous une forme électronique normalisée (Microsoft ou csv) susceptible d'être transférée par les ministères clients à leurs systèmes de gestion de données respectifs..
- 3.10.4 L'entrepreneur téléversera les données historiques disponibles de façon à ce qu'elles soient accessibles par l'intermédiaire du portail Web.
- 3.10.5 Le logiciel utilisé possédera la capacité nécessaire pour faire ressortir les données pour chaque emplacement désigné.
- 3.10.6 Le logiciel aura la capacité de regrouper la charge totale par emplacement désigné et par ministère client, et de comparer les totaux des quantités sous contrat à ceux des quantités de consommation réelle, sur une base horaire, hebdomadaire et mensuelle, pour faciliter le processus de déclaration et de rapprochement requis.
- 3.10.7 Le logiciel aura la capacité d'établir la consommation d'énergie par ministère client et de relever lesquels, parmi ces ministères, causent un changement à l'énergie électrique calculée totale.
- 3.10.8 Le logiciel et les rapports subséquents auront les capacités suivantes :
- 3.10.8.1 Établir la consommation horaire, hebdomadaire et mensuelle à chaque emplacement désigné.
- 3.10.8.2 Établir la consommation horaire de chaque ministère client en additionnant les données sur la charge à chaque emplacement désigné.
- 3.10.8.3 Assurer le suivi de la charge totale de chaque ministère client et déterminer si elle a augmenté ou diminué par rapport aux quantités fixes assignées à l'heure.
- 3.10.8.4 Établir la consommation horaire d'énergie électrique calculée totale du portefeuille du Canada en additionnant les données de chaque ministère client. Si la consommation horaire totale d'énergie électrique calculée du

---

Canada est inférieure à la quantité fixe, repérer le ou les ministères clients ayant causé l'écart, de pair avec les valeurs de consommation.

- 3.10.9 La consommation de chaque ministère client aux fins de facturation doit être comparée à ses quantités fixes assignées et ces données doivent être rapprochées chaque mois. Le rapprochement des factures doit se dérouler comme suit :
- 3.10.9.1 Si la charge totale mensuelle du client dépasse les quantités fixes assignées, alors la facturation peut suivre le processus détaillé à l'article 7.7 du présent contrat.
- 3.10.9.2. Si la charge totale mensuelle du client est inférieure aux quantités fixes assignées, alors la ou les installations du client qui sont à l'origine de l'écart doivent être déterminées, de pair avec les valeurs de consommation. La facturation mensuelle sera alors rapprochée en fonction de l'énergie électrique établie par heure selon le prix du réseau commun d'énergie par rapport à la valeur contractuelle de la quantité horaire fixe, ce qui entraînera soit un remboursement, soit une facturation additionnelle.
- 3.10.9.3. Le rapprochement doit se faire tous les mois pendant la période de facturation normale. Les exigences de la règle 021 du *Code de système du règlement de l'Alberta Utilities Commission Act* doivent être respectées et intégrées spécifiquement dans les allocations de facturation initiales, provisoires et finales.
- 3.10.9.4. Ce processus est présenté sous forme de diagramme à l'appendice 3 de l'annexe A.

#### **4.0 Certificat d'énergie renouvelable**

##### **4.1 Obtention d'un certificat d'énergie renouvelable**

- 4.1.1 L'entrepreneur s'engage à fournir les certifications d'énergie renouvelable comme il est indiqué à l'appendice 1 de l'annexe A, dans les quantités établies à l'appendice 2 de l'annexe A, sur une base mensuelle.
- 4.1.2 L'entrepreneur s'engage à fournir les services de détail applicables dont il est fait mention en 3.0, Services de détail, en lien avec le transfert de propriété des certifications d'énergie renouvelable et de la réduction des émissions ainsi qu'avec la rédaction de rapports connexes, comme indiqué dans la présente section.
- 4.1.3 Les sources des certifications d'énergie renouvelable doivent être connectées au réseau d'interconnexion d'électricité albertain.
- 4.1.4 Une installation CER source doit posséder une certification Éco-Logo valide, de l'an 2000 ou plus récente, pour le produit d'électricité fourni.
- 4.1.4.1 Une preuve de la certification de la source du produit est fournie au responsable de projet avant la soumission de la première facture associée aux certifications d'énergie renouvelable mentionnées dans ce besoin, ou accompagne cette facture.



- 4.1.4.2 Les sources des certifications d'énergie renouvelable doivent conserver une certification EcoLogo valide pour les produits d'électricité offerts, durant toute la durée du contrat.

#### **4.2 Certificat d'énergie renouvelable (y compris la réduction des émissions)**

- 4.2.1 Le Canada doit avoir les droits de propriété entiers et immédiats sur toute certificat d'énergie renouvelable dont l'obtention découle de certifications d'énergie renouvelable générées et remises en vertu du présent contrat.
- 4.2.2 Toute la valeur présente et future des certifications d'énergie renouvelable, y compris la réduction des émissions, qu'elle soit de nature monétaire ou d'autre nature, sera incluse dans le transfert de propriété des certifications d'énergie renouvelable liées aux certifications d'énergie renouvelable remises au Canada.
- 4.2.3 En tant que propriétaire des certifications d'énergie renouvelable, le Canada peut, à son entière discrétion : inscrire ou conserver les certifications d'énergie renouvelable auprès de toute autorité compétente.
- 4.2.4 L'entrepreneur conserve en tout temps, pour la durée du présent contrat, le pouvoir et l'autorité nécessaires pour exécuter, fournir et réaliser ses obligations en vertu des articles du contrat portant sur les certifications d'énergie renouvelable. En cas de conflit portant sur l'utilisation ou la propriété du Canada au sujet des certifications d'énergie renouvelable, l'entrepreneur doit fournir toutes les pièces attestant de leur propriété, immédiatement après la demande écrite remise par le Canada.
- 4.2.5 En ce qui a trait aux liens avec les activités exécutées conjointement et les systèmes d'échange d'émissions de gaz à effet de serre : La réduction des émissions de gaz à effet de serre prévue dans le présent contrat n'a pas, et ne doit pas être interprétée comme ayant quelque lien que ce soit avec la « Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ». Le présent contrat n'est préjudiciable à aucune action future ni position du Canada en lien avec les crédits nationaux de réduction de gaz à effet de serre prévus à la « Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques », ni à aucune action future ou position liée à la mise sur pied d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission intérieure de gaz à effet de serre par toute autorité compétente.
- 4.2.6 L'entrepreneur certifie que toute certification d'énergie renouvelable obtenue des certifications d'énergie renouvelable fournies en vertu du présent contrat sera transférée uniquement au Canada et non à toute autre partie. L'entrepreneur permet au Canada de faire faire la certification, la quantification et la vérification par un vérificateur du gouvernement avant ou après le paiement. Le Canada se réserve le droit de vérifier les dossiers de facturation de l'entrepreneur et d'en conserver des copies.
- 4.2.6.1 Advenant le lancement, par une autorité compétente, d'un système provincial d'échange d'émissions de polluants atmosphériques par une législation applicable ou par un programme volontaire, l'entrepreneur aidera à l'inscription et au transfert au Canada des certifications d'énergie renouvelable, y compris la réduction des émissions précise visée par une telle loi, associée aux certifications d'énergie renouvelable fournies en vertu du présent contrat.



- 4.3** Advenant que la quantité ou les produits livrables aient été altérés par le Canada, en ce qui a trait à la fourniture de certifications d'énergie renouvelable définies aux présentes, l'entrepreneur tiendra compte des modifications apportées et fournira les produits livrables au Canada, après négociation des coûts avec l'autorité contractante, le cas échéant.

## **5.0 Services supplémentaires**

- 5.1** Cette section décrit les services supplémentaires liés à l'approvisionnement et à la consommation de l'électricité qui peuvent être autorisés « sur demande », conformément à l'article 7.1.2 du contrat.

### **5.2 Types de services supplémentaires**

- 5.2.1** Divers projets de consommation et d'utilisation d'énergie tels qu'ils sont établis par le chargé de projet en consultation avec les ministères clients.
- 5.2.2** Services d'optimisation de projets de loi comme suit :
- 5.2.2.1** Mettre en œuvre l'examen des tarifs de distribution pour chaque emplacement afin de veiller à ce que les meilleurs tarifs soient appliqués pour chacun des clients et des profils de charge totale du Canada.
- 5.2.2.2** Mettre en œuvre les analyses des facteurs de puissance et les examens des profils de charge de la demande/consommation pour le ou les emplacements.
- 5.2.2.3** Installer des mesures par intervalles offrant aux emplacements un avantage à quitter le profil de charge générique assigné.
- 5.2.3** Fournir une charge et des données pour les installations regroupées ou individuelles et l'analyse économique des projets liés à l'énergie électrique. L'analyse pourrait comprendre, sans toutefois s'y limiter, des études de faisabilité du projet et la validation à long terme des contrats de rendement énergétique.
- 5.2.4** Solutions de compteurs divisionnaires, ainsi que surveillance et vérification continues des données.
- 5.2.5** Services techniques et d'ingénierie aux fins de gestion de l'énergie.

### **5.3 Types de personnel**

- 5.3.1** Les types de personnel que l'entrepreneur rendra disponibles selon la demande comprennent, sans toutefois s'y limiter, les personnes suivantes :
- Gestionnaires de projet professionnels
  - Technicien d'atelier, technicien de terrain, planificateurs électriques et mécaniques, coordonnateur des métiers et gens de métiers, gestionnaire de projet technique, services de dessin, technicien en dessin.
  - Ingénieurs (électrique, mécanique, génie civil), concepteurs et superviseurs
  - Professionnels de l'énergie, professionnels d'approvisionnement en énergie.

- Personnel de l'administration de dossiers, des services de bureau et de la comptabilité.
- Personnel de soutien et de développement des systèmes d'information.

5.3.2 Le chargé de projet peut, en consultation avec l'entrepreneur, modifier cette liste des types de personnel. Les tarifs de main-d'œuvre pour tous les autres types supplémentaires de personnel seront négociés avec l'autorité contractante.

#### **5.4 Qualifications du personnel clé**

5.4.1 Les qualifications du personnel clé affecté aux travaux seront soumises à l'acceptation du chargé de projet.

### **6.0 Appendices**

Les appendices énumérés ci-dessous font partie intégrante de l'annexe « A » et de ce contrat.

<u>Appendice</u>	<u>Titre</u>
1.	Données sur l'emplacement
2.	Quantité d'énergie électrique
3.	Diagramme de rapprochement des factures

## Appendice 1 de l'ANNEXE « A »

### DONNÉES SUR L'EMPLACEMENT

**1.0** L'information ci-jointe correspond aux emplacements des ministères clients.

EMPLACEMENTS DESSERVIS PAR UN FOURNISSEUR DE SERVICES DE DISTRIBUTION									
Ministère	ATCO	Fortis	EPCOR	ENMAX	Red Deer	Lethbridge	Crowsnest	Cardston	Nombre total d'emplacements
AAC	4	30							34
ASFC		1							1
ACIA		6		1					7
SCC	17	4	5						26
MDN Calgary		13		7	2				22
MDN Cold Lake	81								81
MDN Edmonton			39	5					44
MDN Suffield		39							39
MDN Wainwright		23							23
ENV	39	59	2	3	1	1	1	1	107
SC	63	21		1					85
RNCan			1	1					2
Agence Parcs Canada		154							154
SPAC			3	2	1	1			7
GRC	156	117	2	4	1	1	1	1	283
Totaux	360	506	18	19	5	3	2	2	915

**2.0** Des renseignements détaillés – tels que les adresses et les emplacements précis (adresse ou description juridique du terrain), les descriptions d'emplacement (logement, bureau, éclairage, irrigation, etc.), l'identificateur d'emplacement, le numéro de compteur, les types de compteurs, les détails du compte et les coordonnées de la personne-ressource du Canada, ainsi que le numéro de téléphone d'urgence – seront fournis après l'attribution du contrat, conformément au barème 1 de l'appendice 1 de l'annexe « A ».

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Barème 1 de l'appendice 1 de l'annexe « A »

<b>Client</b>	<b>Compte</b>		<b>Nombre de sites</b>
<b>AAC</b>	AAC 1	Lacombe	12
	AAC 2	Beaverlodge	4
	AAC 3	Lethbridge	15
	AAC 4	Vauxhall	3
<b>ASFC</b>	ASFC 1	ASFC	1
<b>ACIA</b>	ACIA 1	Lab. de Calgary	1
	ACIA 2	Lethbridge	6
<b>SCC</b>	SCC 1	SCC	26
<b>MDN</b>	MDN1	MDN Calgary	22
	MDN2	MDN Cold Lake	81
	MDN3	MDN Edmonton	44
	MDN4	MDN Suffield	39
	MDN5	MDN Wainwright	23
<b>ENV</b>	ENV 1	EMA Nord	1
	ENV 2	EMA Sud	18
	ENV 3	Diffusion	1
	ENV 4	Relevés hydrologiques	87
<b>SC</b>	SC 1	Santé Canada	85
<b>RNCAN</b>	RNCAN1	Commission géologique	1
	RNCAN2	Foresterie du Nord	1
<b>APC</b>	APC1	Parc national Banff	58
	APC2	Lac Louise	35
	APC3	Elk Island	18
	APC4	Waterton	41
	APC5	Sources thermales	2
<b>SPAC</b>	SPAC 1	TPSGC	3
	SPAC 2	Harry Hays	2
	SPAC 3	Place du Canada	2
<b>GRC</b>	GRC1	GRC	281
	GRC2	Laboratoire judiciaire de la GRC	1
	GRC3	Division T de la GRC	1
<b>Total</b>			<b>915</b>

---

## Appendice 2 de l'ANNEXE « A »

### QUANTITÉ D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

#### 1.0 ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

##### 1.1 Quantité fixe totale

Les données relatives à la quantité fixe totale d'énergie électrique se trouvent au « barème 1 de l'appendice 2 de l'annexe "A" \_Français », sous « Pièces jointes », sur la page de l'invitation à soumissionner du site Achats et ventes, et sont fondées sur ce qui suit.

- Les données de charge mesurées annuellement pour chacune des 8 760 heures dans une année-type pour tous les emplacements des ministères clients énumérés à l'appendice 1 de l'annexe « A ».

Plus

- une allocation de 6 % pour les pertes en ligne et les quantités non comptabilisées pour l'énergie liée au système de transport et de distribution. (Remarque : Ce total donne une indication de l'ampleur de la charge totale par heure annuellement, représentant l'énergie électrique calculée annuellement).

Moins

- 15 % de l'énergie électrique calculée annuellement pour chacune des 8 760 heures dans une année-type.

Ce qui équivaut à ce qui suit :

- La **quantité fixe totale** d'énergie électrique, qui sera payée à **des prix unitaires fixes**.

##### 1.2 Quantité fixe assignée

Les profils de charge individuels des ministères clients pour chacune des 8 760 heures d'une année type sont calculés d'une manière similaire représentant la **quantité fixe assignée** et est indiqués dans le tableau ci-dessous

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Occasions de volume de contrats d'électricité pour les ministères du gouvernement fédéral entre 2017 - 2021														
Notes:	Santé Canada peut avoir une consommation jusqu'à 4 000 MWh en 2017, mais ils s'attendent à transférer leurs sites aux Premières nations en 2017-2018. Donc, il n'y a pas d'attribution de volumes de contrats.													
	Les périodes de temps sont les suivantes:													
		Période creuse	Toutes heures en dehors des heures pointe ou heures cête à crête											
		Pointe	HE9 - HE16	Du lundi au vendredi (sans compter les jours fériés)										
		Cête à crête	HE17-HE21	Du lundi au vendredi (sans compter les jours fériés)										
		Volume de contrat TOTAL (85 % de la consommation totale prévue)											Consommation totale prévue (MWh) (100%)	
Année		AAC	ASFC	ACIA	SCC	MDN	ENV	SC	RNCAN	APC	SPAC	GRC		
2017	Volume de contrat total (MWh)	19553	31	6092	21964	103800	518	0	2843	6516	24923	9367	195606	230125
	Période creuse	11395	18	3696	13034	58818	300	0	1475	3892	11996	5373	109996	
	Pointe	5126	8	1517	5696	29886	134	0	992	1585	8966	2480	56389	
	Cête à crête	3033	5	879	3234	15096	84	0	376	1039	3961	1514	29221	
2018	Volume de contrat total (MWh)	19558	31	6092	21964	103837	518	0	2845	6515	24954	9365	195678	230209
	Période creuse	11370	18	3689	13003	58686	299	0	1472	3884	11983	5358	109761	
	Pointe	5144	8	1522	5715	29997	135	0	995	1590	8995	2488	56590	
	Cête à crête	3044	5	881	3245	15154	84	0	378	1042	3976	1519	29328	
2019	Volume de contrat total (MWh)	19554	31	6092	21961	103795	517	0	2844	6514	24940	9361	195609	230128
	Période creuse	11401	18	3699	13038	58862	300	0	1476	3891	12028	5371	110084	
	Pointe	5122	8	1515	5692	29849	134	0	991	1585	8954	2478	56328	
	Cête à crête	3030	5	878	3230	15084	84	0	376	1038	3958	1513	29197	
2020	Volume de contrat total (MWh)	19610	31	6113	22035	104140	520	0	2854	6533	25037	9393	196265	230900
	Période creuse	11416	18	3707	13065	58990	300	0	1479	3896	12037	5380	110289	
	Pointe	5148	8	1524	5723	29993	135	0	997	1593	9019	2492	56630	
	Cête à crête	3046	5	883	3247	15157	84	0	378	1044	3981	1521	29346	
2021	Volume de contrat total (MWh)	19551	31	6094	21971	103797	518	0	2844	6518	24953	9368	195644	230170
	Période creuse	11395	18	3699	13037	58866	299	0	1476	3891	12035	5375	110092	
	Pointe	5124	8	1517	5700	29848	134	0	991	1587	8960	2479	56348	
	Cête à crête	3032	5	878	3234	15083	84	0	376	1040	3958	1514	29205	

## 2.0 Certificat d'énergie renouvelable

2.1 L'entrepreneur fournira 144 595 MWh/an de CER, du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la fin du contrat.

- 23 000 MWh/an à livrer à des emplacements de SPAC, au taux de 85 % de l'énergie électrique calculée pour SPAC.
- 8 500 MWh/an à livrer à des emplacements de AAC, au taux de 35 % de l'énergie électrique calculée pour AAC.
- 2 500 MWh/an à livrer à des emplacements de l'ASFC, au taux de 35 % de l'énergie électrique calculée pour l'ASFC.
- 548 MWh/an à livrer à des emplacements d'EC, au taux de 90 % de l'énergie électrique calculée pour EC.
- 110 047 MWh/an doivent être livrés aux différents sites du ministère de la Défense nationale (MDN), au taux de 90 % de l'énergie électrique calculée du MDN, comme suit :
  - MDN – Calgary : 3 586 MWh/an
  - MDN – Cold Lake : 36 321 MWh/an
  - MDN – Edmonton : 34 009 MWh/an
  - MDN – Suffield : 21 193 MWh/an
  - MDN – Wainwright : 14 938 MWh/an

La livraison sera rajustée au cours du dernier mois de chaque année pour correspondre aux montants annuels indiqués pour chaque ministère client.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

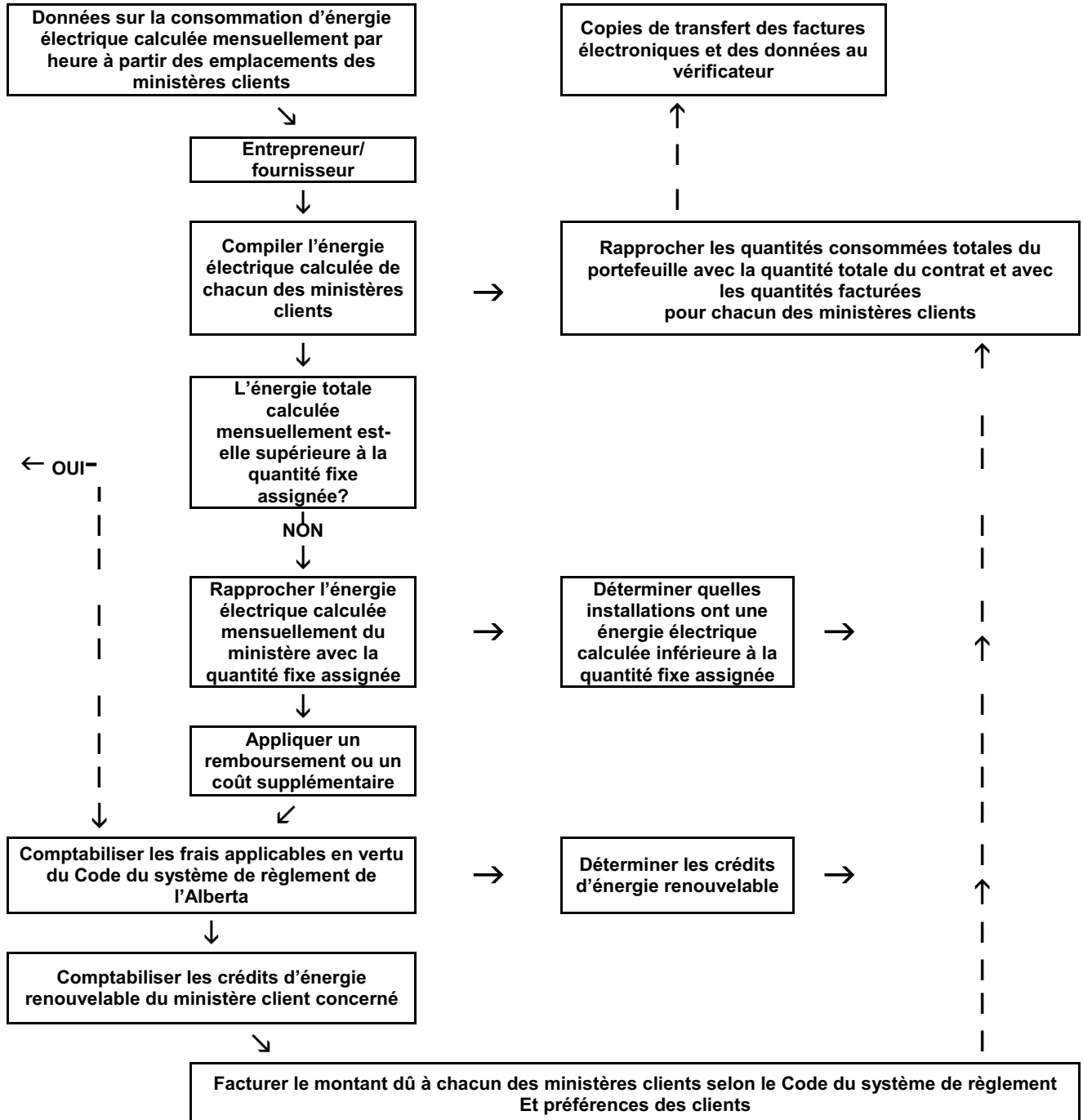
Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

- 2.2** Le Canada, à sa seule discrétion, peut demander que des CER additionnels soient fournis et livrés par un processus concurrentiel en vertu du contrat, après un préavis écrit à l'entrepreneur, jusqu'à concurrence du montant total de la quantité fixe totale. Ces montants supplémentaires, s'ils sont ajoutés, seront livrés selon les conditions du contrat.

## Appendice 3 de l'ANNEXE « A »

### DIAGRAMME DE RAPPROCHEMENT DES FACTURES





## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

#### A. PÉRIODE DU CONTRAT : du 1<sup>er</sup> JANVIER 2017 au 31 DÉCEMBRE 2021

##### 1.0 ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

L'entrepreneur sera rémunéré pour chaque MWh, en entier ou en partie, d'énergie électrique calculée fourni aux emplacements désignés des ministères clients mentionnés en appendice 1 de l'annexe A, pour chaque heure du mois, conformément à ce qui suit.

##### 1.1 Périodes de facturation

- 1.1.1 Le tarif maximal en période de pointe s'applique de 16 h à 21 h, du lundi au vendredi.
- 1.1.2 Le tarif en période de pointe s'applique de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi.
- 1.1.3 Les tarifs en dehors des périodes de pointe s'appliquent aux heures commençant à 21 h et se terminant à 8 h du lundi au vendredi, et à toute la journée les samedis, les dimanches et les jours fériés.

Les jours fériés reconnus par le gouvernement fédéral en Alberta, pendant toute la durée du contrat, sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Si un jour férié tombe un samedi ou un dimanche, le lundi suivant est désigné comme jour férié.

	2017	2018	2019	2020	2021
Jour de l'An	2 juillet	1 juillet	1 juillet	1 juillet	1 juillet
Début de l'heure avancée	12 mars	11 mars	10 mars	8 mars	14 mars
Vendredi saint	14 avril	30 mars	19 avril	10 avril	2 avril
Lundi de Pâques	17 avril	2 avril	22 avril	13 avril	5 avril
Fête de la Reine	22 mai	21 mai	20 mai	18 mai	24 mai
Fête du Canada	1 juillet – samedi	2 juillet	1 juillet	1 juillet	1 juillet
Jour férié août	7 août	6 août	5 août	2 août	2 août
Fête du travail	4 septembre	3 septembre	2 septembre	7 septembre	6 septembre
Action de grâce	9 octobre	8 octobre	14 octobre	12 octobre	11 octobre
Fin de l'heure avancée	5 novembre	4 novembre	3 novembre	1 novembre	6 novembre
Jour du Souvenir	11 novembre – samedi	11 novembre – dimanche	11 novembre	11 novembre	7 novembre

Noël	25 décembre	25 décembre	25 décembre	25 décembre	25 décembre – samedi
Lendemain de Noël	26 décembre	26 décembre	26 décembre	28 décembre	27 décembre
Année bissextile				oui	

- 1.1.4 Les prix unitaires fermes seront facturés en fonction des relevés des compteurs selon la période de la journée pour chaque emplacement des ministères clients. Pour chaque emplacement qui ne dispose pas de mesure du temps de la journée, l'entrepreneur facturera des prix unitaires fixes selon un profil de charge d'énergie électrique pour l'emplacement obtenu à partir du fournisseur de services de distribution.

## 1.2 Quantité fixe

Les prix unitaires fixes seront applicables à la quantité réelle calculée d'énergie électrique jusqu'à la quantité fixe assignée de MWh pour chaque heure de l'année par ministère client conformément à l'appendice 2 de l'annexe « A ». La quantité fixe totale pour le contrat sera de 196 350 MWh par an.

## 1.3 Quantité déficitaire

Pour chaque ministère client, si durant une certaine heure, la quantité réelle d'électricité consommée est inférieure à la quantité fixe assignée pour cette heure, comme il est établi en 1.2 ci-dessus, l'entrepreneur vend la quantité déficitaire au prix du réseau commun d'énergie en vigueur, et :

- 1.3.1 si le prix unitaire fixe est supérieur au prix du réseau commun d'énergie pour cette heure, le Canada paye à l'entrepreneur un montant égal à la quantité déficitaire pour cette heure multiplié par l'excédent du prix fixe sur le prix du réseau commun;
- 1.3.2 si le prix unitaire fixe est inférieur au prix du réseau commun d'énergie pour cette heure, l'entrepreneur fait crédit au Canada d'un montant égal à la quantité déficitaire pour cette heure multiplié par l'excédent du prix du réseau pour cette heure sur le prix fixe.

## 1.4 Modification des quantités fixes et des crédits d'énergie renouvelable (CER)

En cas de changements importants aux volumes d'électricité consommés, la quantité fixe est modifiée comme suit.

- 1.4.1 Si un ou plusieurs ministères clients consomment constamment plus ou moins d'électricité que leur quantité fixe assignée, et si la charge totale d'énergie électrique dépasse toujours la quantité fixe totale, l'entrepreneur demande au chargé de projet l'autorisation de modifier le profil des quantités fixes assignées à ce ministère client. Cela se fait sur une base annuelle, sans que des frais supplémentaires s'ajoutent au présent contrat.
- 1.4.2 Si une augmentation permanente de la quantité fixe totale est nécessaire, l'entrepreneur fait un appel d'offres pour une quantité déterminée d'électricité autorisée par le chargé de projet sur le marché de gros, sur une base concurrentielle.

1.4.3 Si une diminution permanente de la quantité fixe totale est nécessaire :

1.4.3.1 en cas de transfert du titre de propriété ou des responsabilités de gestion d'un bâtiment, y compris la responsabilité des paiements d'énergie électrique, la partie liée à la charge est transférée officiellement à la nouvelle entité aux mêmes modalités que celles du présent contrat, à condition que la nouvelle entité satisfasse aux exigences de crédit normales de l'entrepreneur;

1.4.3.2 en cas de réduction de la quantité fixe totale, une quantité déterminée et autorisée par le chargé de projet est retirée du contrat par modification officielle du contrat.

1.4.4 Le Canada peut demander une augmentation ou une réduction permanente des CER exigés en vertu du contrat. Dans un tel cas, la quantité en surplus ou en moins est obtenue ou vendue de manière concurrentielle, de la même façon qu'en cas de changement à la quantité fixe totale.

1.5 Prix unitaires fermes

Prix unitaires fermes pour la quantité fixe, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, en dollars, jusqu'à quatre (4) décimales après le point.

HEURES	MWh/an		ANNÉES		PRIX UNITAIRE FERME/MWh		SOUS-TOTAL
Période critique	29 303	X	5	X	__ \$ __ __ __ __	=	\$
Période de pointe	57 375	X	5	X	__ \$ __ __ __ __	=	\$
Hors pointe	109 672	X	5	X	__ \$ __ __ __ __	=	\$
<b>Sous-total des coûts pour la quantité fixe d'énergie</b>							<b>\$</b>

1.6 Quantités supplémentaires au prix du réseau commun d'énergie

La quantité d'énergie électrique fournie en surplus de la quantité fixe totale (laquelle correspond à environ 85 % de la charge d'énergie électrique estimée de chaque ministère client au moment de l'attribution du contrat) est facturée à un coût équivalent au prix du réseau commun d'énergie pour chaque heure, multiplié par la quantité consommée durant l'heure.

2.0 FRAIS DE DÉTAIL

Des frais de détail fermes tout inclus, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, sont versés à l'entrepreneur pour chaque MWh d'énergie électrique calculée, plus des frais calculés au prorata pour toute partie de MWh, fourni aux emplacements désignés des ministères clients mentionnés en

appendice 1 de l'annexe A. *Frais de détail tout inclus, en dollars, jusqu'à quatre (4) décimales après le point.*

MWh/an (estimation)		ANNÉES		PRIX UNITAIRE FERME/MWh		SOUS-TOTAL
231 000	X	5	X	-- \$ ----	=	\$

### 3.0 CERTIFICAT D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

#### 3.1 Primes pour les CER

L'entrepreneur reçoit la prime suivante sur le prix unitaire ferme, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, pour chaque MWh de CER fourni. *Prime sur le prix unitaire ferme, en dollars, jusqu'à quatre (4) décimales après le point.*

TYPE	MWh/an TOTAL		ANNÉES		PRIME SUR LE PRIX UNITAIRE FERME/MWh		SOUS-TOTAL
Certificat d'énergie renouvelable	144 595	X	5	X	-- \$ ----	=	\$

### 4.0 COÛTS ÉTABLIS PAR RÈGLEMENT POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'énergie électrique fournie à chaque ministère client sera facturée en tant que frais répercutés et l'entrepreneur recouvrera ces coûts, sans majoration, dans sa facturation aux ministères clients.

### 5.0 HONORAIRES D'UN TIERS VÉRIFICATEUR DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

L'entrepreneur paiera le vérificateur de la consommation d'énergie électrique du Canada, au prix par MWh établi par le chargé de projet, et recouvrera ces coûts, sans marge de profit, dans sa facturation aux ministères clients. Les coûts de vérification seront ventilés par emplacement, de façon courante, et rajustés selon les périodes de calcul.

### 6.0 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

**REMARQUE :** Tous les tarifs des services supplémentaires sont négociés après l'attribution du contrat et pourraient être établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 et à la Politique de SPAC sur la marge bénéficiaire.

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés en bonne et due forme et raisonnablement dans la prestation des services supplémentaires.

#### 6.1 Taux quotidiens fermes tout compris, taxes applicables en sus, par catégories d'employés

	CATÉGORIE	TARIF QUOTIDIEN FERME (du 1 <sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021)
1	Ingénieur principal	xxx \$
2	Ingénieur intermédiaire	xxx \$
3	Ingénieur subalterne	xxx \$
4	Technologue principal	xxx \$
5	Technologue intermédiaire	xxx \$
6	Technologue subalterne	xxx \$
7	Technologue en dessin	xxx \$
8	Technicien en instrument	xxx \$
9	Technicien de terrain	xxx \$
10	Technicien d'atelier	xxx \$
11	Gestionnaire de projet	xxx \$
12	Coordonnateur des gens de métier	xxx \$
13	Compagnon	xxx \$
14	Apprenti	xxx \$
15	Personnel de soutien des systèmes d'information	xxx \$
16	Personnel de développement des systèmes d'information	xxx \$
17	Comptable	xxx \$
18	Personnel des services administratifs	xxx \$
19	Professionnel de l'énergie	xxx \$
20	Professionnel de l'approvisionnement en électricité	xxx \$

Une journée de travail comprend 7,5 heures, à l'exclusion des heures de repas. Le paiement se fait pour les journées réellement travaillées, sans disposition relative aux vacances, aux jours fériés et aux congés de maladie. Le temps de travail s'étalant sur plus ou moins une journée est calculé au prorata pour tenir compte du temps réellement travaillé.

#### 6.2 Coût des articles remboursables au prix réel ou au coût livré, le cas échéant, plus une marge de profit ferme de xxx %

### 6.3 Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur est remboursé au prix coûtant de ses frais de déplacement et de subsistance autorisés, engagés en bonne et due forme et raisonnablement dans l'exécution des travaux et ne tenant pas compte des coûts indirects ou des bénéfices, et ce, conformément aux règles concernant les indemnités de repas, de véhicule privé et de faux frais figurant aux annexes B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>), et aux autres dispositions de la directive s'adressant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés »

6.4 Tous les coûts liés aux services supplémentaires sont préapprouvés par le chargé de projet.

6.5 Tous les paiements pour services supplémentaires peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

6.6 Tous les articles livrables sont FAB destination, et les droits de douane canadiens, s'il y a lieu, sont compris.

### 7.0 TAXES APPLICABLES :

Les taxes applicables ne sont pas incluses dans les montants ci-dessus. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans chaque facture.

## B. OPTION DE PROLONGATION D'UN AN : Du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022

### 1.0 ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

L'entrepreneur sera rémunéré pour chaque MWh, entier ou en partie, d'énergie électrique calculée fourni aux emplacements désignés des ministères clients mentionnés en appendice 1 de l'annexe A, pour chaque heure du mois, facturée à un coût équivalent au prix du réseau commun d'énergie pour chaque heure, multiplié par la quantité consommée durant l'heure.

### 2.0 FRAIS DE DÉTAIL

Des frais de détail fermes tout inclus, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, sont versés à l'entrepreneur pour chaque MWh d'énergie électrique calculée, plus des frais calculés au prorata pour toute partie de MWh, fourni aux emplacements désignés des ministères clients mentionnés en appendice 1 de l'annexe A. (*Frais de détail tout inclus, en dollars, jusqu'à quatre (4) décimales après le point.*)

MWh/an (estimation)		ANNÉES		PRIX UNITAIRE FERME/MWh		SOUS-TOTAL
231 000	X	1	X	_ _ \$ _ _ _ _	=	\$

### 3.0 CERTIFICAT D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

#### 3.1 Primes pour les CER

L'entrepreneur reçoit la prime suivante sur le prix unitaire ferme, taxe sur les produits et services (TPS) en sus, pour chaque MWh de CER fourni. *Prime sur le prix unitaire ferme, en dollars, jusqu'à quatre (4) décimales après le point.*

TYPE	MWh/an TOTAL		ANNÉES		PRIME SUR LE PRIX UNITAIRE FERME/MWh		SOUS-TOTAL
Certificat d'énergie renouvelable	144 595	X	1	X	-- \$ ----	=	\$

#### 4.0 COÛTS ÉTABLIS PAR RÈGLEMENT POUR LA FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'énergie électrique fournie à chaque ministère client sera facturée en tant que frais répercutés et l'entrepreneur recouvrera ces coûts, sans majoration, dans sa facturation aux ministères clients.

#### 5.0 HONORAIRES D'UN TIERS VÉRIFICATEUR DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

L'entrepreneur paiera le vérificateur de la consommation d'énergie électrique du Canada, au prix par MWh établi par le chargé de projet, et recouvrera ces coûts, sans marge de profit, dans sa facturation aux ministères clients. Les coûts de vérification seront ventilés par emplacement, de façon courante, et rajustés selon les périodes de calcul.

#### 6.0 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

*REMARQUE : Tous les tarifs des services supplémentaires sont négociés après l'attribution du contrat et pourraient être établis conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 et à la Politique de SPAC sur la marge bénéficiaire.*

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés en bonne et due forme et raisonnablement dans la prestation des services supplémentaires.

##### 6.1 Taux quotidiens fermes tout compris, taxes applicables en sus, par catégories d'employés

	CATÉGORIE	TAUX QUOTIDIEN FERME pour l'année de prolongation (du 1 <sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022)
1	Ingénieur principal	xxx \$
2	Ingénieur intermédiaire	xxx \$
3	Ingénieur subalterne	xxx \$

4	Technologue principal	xxx \$
5	Technologue intermédiaire	xxx \$
6	Technologue subalterne	xxx \$
7	Technologue en dessin	xxx \$
8	Technicien en instrument	xxx \$
9	Technicien de terrain	xxx \$
10	Technicien d'atelier	xxx \$
11	Gestionnaire de projet	xxx \$
12	Coordonnateur des gens de métier	xxx \$
13	Compagnon	xxx \$
14	Apprenti	xxx \$
15	Personnel de soutien des systèmes d'information	xxx \$
16	Personnel de développement des systèmes d'information	xxx \$
17	Comptable	xxx \$
18	Personnel des services administratifs	xxx \$
19	Professionnel de l'énergie	xxx \$
20	Professionnel de l'approvisionnement en électricité	xxx \$

Une journée de travail comprend 7,5 heures, à l'exclusion des heures de repas. Le paiement se fait pour les journées réellement travaillées, sans disposition relative aux vacances, aux jours fériés et aux congés de maladie. Le temps de travail s'étalant sur plus ou moins une journée est calculé au prorata pour tenir compte du temps réellement travaillé.

**6.2** Coût des articles remboursables au prix réel ou au coût livré, le cas échéant, plus une marge de profit ferme de xxx %

**6.3** Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur est remboursé au prix coûtant de ses frais de déplacement et de subsistance autorisés, engagés en bonne et due forme et raisonnablement dans l'exécution des travaux et ne tenant pas compte des coûts indirects ou des bénéfices, et ce, conformément aux règles concernant les indemnités de repas, de véhicule privé et de faux frais figurant aux annexes B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>), et aux autres dispositions de la directive s'adressant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés »

**6.4** Tous les coûts liés aux services supplémentaires sont préapprouvés par le chargé de projet.

**6.5** Tous les paiements pour services supplémentaires peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

**6.6** Tous les articles livrables sont FAB destination, et les droits de douane canadiens, s'il y a lieu, sont compris.



N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **7.0 TAXES APPLICABLES :**

Les taxes applicables ne sont pas incluses dans les montants ci-dessus. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans chaque facture.

## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

#### 1.0 VÉRIFICATION DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

1. L'entrepreneur sera payé, pour la vérification de la consommation d'énergie électrique, un prix unitaire ferme par MWh, ou une partie de MWh, d'énergie électrique, *y compris l'énergie non comptabilisée et les pertes en ligne*, fournie aux emplacements des ministères et organismes désignés à l'appendice 1 de l'annexe A – Énoncé des travaux et Base de paiement du contrat d'électricité d'Enmax n° EW003-162563/001/EDM, et ce, pour chaque heure du mois.
2. Le prix unitaire ferme tout inclus par MWh couvre l'ensemble des services, des téléconférences et des réunions mensuelles régulières liées à toute l'énergie électrique calculée, comme mentionné à l'annexe B – Énoncé des travaux, à l'exception des services supplémentaires. Le paiement des réunions spéciales et des réunions régulières excédant les 12 réunions par année susmentionnées est fait en vertu des dispositions liées aux services supplémentaires.
3. Le paiement de l'honoraire du vérificateur de la consommation d'énergie électrique sera effectué par le détaillant en énergie électrique, selon un prix ferme par MWh et ventilé par emplacement désigné et ajusté selon les périodes de calcul.
4. L'honoraire du vérificateur de la consommation d'énergie électrique sera fondé sur la quantité totale d'énergie électrique calculée et livrée et couvrira tous les services de, vérification du contrat sauf les services supplémentaires.
5. Le paiement sera versé à l'entrepreneur une fois que chaque rapport aura été livré à l'autorité technique et accepté par ce dernier et que l'autorité technique aura donné des instructions subséquentes au détaillant en énergie électrique.

Période Du Contrat : Du Date du contract au mai 31 2022					
MWh d'énergie électrique par année (estimation)		ANNÉES		Prix unitaire ferme par MWh	SOUS-TOTAL (estimation)
231,000	x	5	x	\$	\$
Option De Prolongation D'un An : Du 1 <sup>er</sup> juin 2022 au 31 mai 2023					
231,000	x	1	x	\$	\$

#### 2.0 SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

1. *Tous les tarifs des services supplémentaires sont négociés après l'adjudication du contrat, et pourraient être établis conformément aux Principes des coûts contractuels, 1031-2, et à la Politique de TPSGC sur la marge bénéficiaire.*
2. Taux quotidiens fermes tout compris, taxes applicables en sus, pour les domaines de travail suivants.

	DOMAINE	TAUX QUOTIDIEN FERME
1	Vérification en énergie électrique	xxx \$
2	Développement et soutien des systèmes d'information	xxx \$
3	Génie/travail technique	xxx \$

4	Comptabilité	xxx \$
5	Administration de dossiers, services de bureau	xxx \$

Une journée de travail comprend 7.5 heures, à l'exclusion des heures de repas. Le paiement se fait pour les journées réellement travaillées, sans disposition relative aux vacances, aux jours fériés et aux congés de maladie. Le temps de travail s'étalant sur plus ou moins d'une journée est calculé au prorata pour tenir compte du temps réellement travaillé.

- Coût des articles remboursables au prix réel ou au coût en magasin, le cas échéant, plus une marge bénéficiaire ferme de \_X\_ %.

- Frais de déplacement et de subsistance

L'entrepreneur est remboursé au prix coûtant de ses frais de déplacement et de subsistance autorisés, engagés en bonne et due forme et raisonnablement dans l'exécution des travaux et ne tenant pas compte des coûts indirects ou des bénéfices, et ce, conformément aux règles concernant les indemnités de repas, de véhicule privé et de faux frais figurant aux annexes B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil du Trésor (<http://www.tbs-sct.gc.ca/hr-rh/gtla-vgcl/>), et aux autres dispositions de la directive s'adressant aux « voyageurs » plutôt qu'aux « employés ».

Le responsable technique approuve au préalable tout déplacement.

Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification gouvernementale.

- Tous les coûts liés aux services supplémentaires sont préapprouvés par le responsable technique.

À l'exception des éléments fermes ci-dessus, les montants indiqués dans les catégories respectives de la base de paiement susmentionnée sont des estimations, et les changements d'un article à l'autre seront acceptés pour fins de facturation au fur et à mesure des travaux, à condition que le coût total de l'AT ne dépasse pas la limitation des dépenses précisée dans l'AT approuvée.

#### 6. COÛT ESTIMATIF TOTAL DES SERVICES SUPPLÉMENTAIRES (est.) 100 000,00 \$

- Tous les coûts des services supplémentaires seront négociés en conformité avec les clauses 2.1 à 2.6 ci-dessus, et l'entrepreneur sera payé un prix ferme, ou un prix selon un coût remboursable jusqu'à concurrence d'un plafond, ou jusqu'à une limitation des dépenses, comme le précise l'AT approuvée.

##### *Prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot ferme – Autorisations de tâches*

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches (AT) approuvée, l'entrepreneur sera payé *des prix unitaire(s) ferme(s), conformément à la Base de paiement, dans l'annexe B*, comme précisé dans l'AT approuvée. Les droits de douane *sont inclus*, et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

OU

#### *Prix plafond*

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement *à l'annexe B*, jusqu'à un prix plafond de \_\_\_\_\_\$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane *sont inclus*, et les taxes applicables sont en sus.

Le prix plafond est assujéti à un rajustement à la baisse afin de ne pas dépasser les coûts réels engagés raisonnablement dans l'exécution des travaux, établis conformément à la base de paiement.

OU

#### *Limitation des dépenses – Autorisations de tâches*

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, comme ils ont été déterminés conformément à la base de paiement *qui figure dans l'annexe B*, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### **3.0 TAXES APPLICABLES :**

Les taxes applicables ne sont pas incluses dans les montants ci-dessus. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans chaque facture.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

**INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;
- ( ) Échange de données informatisées (EDI) ;
- ( ) Virement télégraphique (international seulement) ;
- ( ) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

**ANNEXE « D »**

**FORMULAIRE TPSGC-PWGSC 572 AUTORISATION DE TÂCHES**

<http://publiservice-app.pwgsc.gc.ca/forms/index.cfm?fuseaction=search.details&lang=e&display=8891>

## ANNEXE « G »

### CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES OBLIGATOIRES ET COTÉS PAR POINTS

#### A. ÉVALUATION

##### 1.0 Critères obligatoires

Les soumissionnaires doivent démontrer la conformité du produit proposé à chacune des spécifications fonctionnelles du tableau de conformité, en indiquant si le produit « satisfait » ou « ne satisfait pas » au critère en question.

Les documents justificatifs doivent accompagner la soumission à la clôture des soumissions, et chacun des éléments figurant dans le tableau de conformité doit renvoyer à la section des documents où la conformité est établie.

Si les documents justificatifs susmentionnés ne sont pas fournis à la clôture des soumissions, l'autorité contractante informera le soumissionnaire qu'il doit les fournir dans les deux (2) jours ouvrables suivant la date de l'avis. S'il ne donne pas suite à la demande de l'autorité contractante dans le délai imparti, sa soumission sera déclarée non recevable et éliminée d'emblée.

Si le ou les produits proposés ne sont pas conformes à l'une ou l'autre des spécifications fonctionnelles, la soumission sera déclarée non recevable et éliminée d'emblée et ne fera l'objet d'aucune autre évaluation.

Tableau de conformité – Exigences obligatoires à la clôture de l'appel d'offres

1.0	CRITÈRES OBLIGATOIRES	Satisfait	NON satisfait
1.1	Confirmation de la structure légale du capital social et des sociétés affiliées afin de prouver :  a) l'absence de lien de dépendance avec la société ENMAX, détaillant en énergie faisant l'objet de la vérification; et  b) l'absence de rapport direct de concurrence entre le vérificateur et la société ENMAX ou l'affiliation du vérificateur à un détaillant d'énergie électrique.		
1.2	Identification d'un interlocuteur unique responsable du contrat.		

##### 2.0 Critères cotés

Chaque proposition sera évaluée selon les critères d'évaluation techniques du présent document. Chaque critère d'évaluation coté est associé à une répartition de points (pondération) reflétant son importance dans la soumission. La mesure dans laquelle la proposition satisfait aux exigences de chaque critère sera évaluée et une cote de 0 à 10 sera attribuée, la cote 0 signifiant que la proposition ne satisfait aucunement aux exigences, et la cote 10 signifiant que la proposition répond entièrement aux exigences. La note globale sera calculée en multipliant le coefficient de pondération par la cote.

Chaque proposition doit obtenir une note minimale de 60 % des points totaux disponibles pour chacun des critères techniques et de gestion. Les propositions qui n'obtiennent pas cette note seront considérées comme techniquement irrecevables et seront rejetées sans autre examen.

Chaque proposition doit obtenir une note minimale de 70 % du total maximal de tous les points disponibles pour tous les critères énoncés dans les sections 2.1 et 2.2. Les propositions qui n'obtiennent pas cette note seront considérées comme techniquement irrecevables et seront rejetées sans autre examen.

**Critères (techniques) cotés par points – Obligatoires à la clôture des soumissions**

2.0	CRITÈRES TECHNIQUES	PONDÉRATION	COTE (DE 0 À 10)	NOTE
2.1	<b>SOUSSION TECHNIQUE</b>			
.1	Faire preuve d'une compréhension manifeste de la portée et de l'importance du besoin.	5		
	Sous-total des points disponibles			50
	Points minimums acceptables			30
	Sous-total des points attribués			
.2	Identification des problèmes possibles et de méthodes pour les régler.	10		
	Sous-total des points disponibles			100
	Points minimums acceptables			60
	Sous-total des points attribués			
.3	Disposer de procédures éprouvées adoptées pour garantir la réalisation de la vérification à temps et avec exactitude.	2		
	Sous-total des points disponibles			20
	Points minimums acceptables			12
	Sous-total des points attribués			
.4	Plan de vérification de l'inscription de tous les emplacements désignés, au départ et par la suite.	2		
	Sous-total des points disponibles			20
	Points minimums acceptables			12
	Sous-total des points attribués			
.5	Disposer d'une procédure de vérification de la conformité de la gestion des données aux dispositions du contrat d'électricité.	2		



	Points minimums acceptables			20
	Sous-total des points attribués			12
	Sous-total des points attribués			
.6	Disposer d'un processus devant être utilisé pour vérifier si les exigences de chaque ministère client sont respectées (facturation, administration et calendrier).	2		
	Points minimums acceptables			20
	Sous-total des points attribués			12
	Sous-total des points attribués			
.7	Système proposé de vérification et d'établissement de rapports ainsi qu'établissement de ses caractéristiques et de ses capacités (recueillir, tenir à jour, conserver et mettre en forme des données, et permettre l'adaptation suivant les exigences du contrat proposé). Exemples de vérifications et de feuilles de calcul établissant les affirmations ci-dessus.	11		
	Sous-total des points disponibles			110
	Points minimums acceptables			66
	Sous-total des points attribués			
.8	Montrer les caractéristiques et la souplesse des logiciels et bases de données de vérification proposés, établissant qu'ils :  a) permettent la vérification du système de facturation et de calcul de la consommation;  b) permettent l'accès à un portail Web afin de vérifier les résumés historiques et les renseignements détaillés sur les emplacements désignés, ainsi que de vérifier les profils de charge d'énergie électrique de tous les clients.	10		
	Sous-total des points disponibles			100
	Points minimums acceptables			60
	Sous-total des points attribués			
.9	Disposer manifestement des connaissances, de l'expertise et des processus requis pour quantifier,	7		

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	qualifier et rapprocher la consommation d'électricité réelle (+, -) des profils de charge de l'énergie horaire par rapport aux quantités au contrat, par ministère, dans le contexte du prix horaire au comptant et des précisions au contrat sur les trois tarifs.  Il est à noter que cette option vaut si les profils de charge et les quantités au contrat des ministères ne changent pas.			
	Sous-total des points disponibles			70
	Points minimums acceptables			42
	Sous-total des points attribués			
.10	Disposer manifestement des connaissances, de l'expertise et des processus requis pour quantifier et qualifier la modification des profils de charge de l'énergie horaire entre les ministères dans le contexte des données antérieures sur la consommation d'électricité, des quantités au contrat et de la valeur optimale pour l'État en ce qui a trait aux prix projetés du marché à terme.  Il est à noter que cette option vaut si les profils de charge et les quantités au contrat des ministères ne changent pas.	7		
	Sous-total des points disponibles			70
	Points minimums acceptables			42
	Sous-total des points attribués			
.11	Disposer manifestement des connaissances, de l'expertise et des processus requis pour quantifier et qualifier la modification des profils de charge de l'énergie horaire entre les ministères dans le contexte des données antérieures sur la consommation d'électricité, des charges au contrat, des profils de charge prévus et des prix projetés du marché à terme.  Il est à noter que cette option vaut si les profils de charge et les quantités au contrat des ministères changent.	7		
	Sous-total des points disponibles			70
	Points minimums acceptables			42
	Sous-total des points attribués			

.12	Capacité de vérifier les CER, y compris la réduction directe des émissions de gaz à effet de serre. Capacité et méthodes de vérification des quantités, des documents et des vérifications des CER. Exemples prouvant la capacité de vérifier ces fonctions.	10		
	Sous-total des points disponibles			100
	Points minimums acceptables			60
	Sous-total des points attribués			
.13	Procédure permettant de vérifier comment le détaillant en électricité a aidé les clients à modifier, au besoin, le profil des quantités fixes assignées, et à établir les budgets de l'année suivante, de manière exacte et en temps opportun.	2		
	Sous-total des points disponibles			20
	Points minimums acceptables			12
	Sous-total des points attribués			
.14	Capacité de fournir des services supplémentaires conformément à la section 13 de l'Énoncé des travaux, Annexe « A ».	5		
	Sous-total des points disponibles			50
	Points minimums acceptables			30
	Sous-total des points attribués			
<b>2.2</b>	<b>SOUMISSION DE GESTION</b>			
.1	Structure, antécédents et expérience de l'entreprise, y compris le nombre d'années d'expérience de la vérification dans l'industrie de l'énergie électrique et de la vérification de caractéristiques environnementales. Précisions sur l'expérience de contrats du même type auprès d'administrations fédérale, provinciales ou municipales et de grandes entreprises privées.	10		
	Sous-total des points disponibles			100
	Points minimums acceptables			60
	Sous-total des points attribués			

.2	Précisions sur le personnel proposé, y compris les études, la formation et l'expérience pertinentes. Compétence et disponibilité du personnel.	10		
	Sous-total des points disponibles			100
	Points minimums acceptables			60
	Sous-total des points attribués			
.3	Liaison avec les parties concernées.	1		
	Sous-total des points disponibles			10
	Points minimums acceptables			6
	Sous-total des points attribués			
.4	Représentation visuelle de l'organisation globale du projet et engagement à respecter les dates prévues de remise des rapports et de fin des travaux.	3		
	Sous-total des points disponibles			30
	Points minimums acceptables			18
	Sous-total des points attribués			
	<b>Nombre maximal de points alloués</b>			1060
	<b>Points minimums acceptables</b>			742
	<b>Nombre total de points attribués</b>			

### 3.0 Évaluation financière

#### 3.1 Calcul du prix total évalué

- On calcule le prix total évalué en additionnant le prix total évalué estimatif de chaque article.
- Le prix total évalué estimatif par article est calculé en prenant le chiffre inscrit sous « Utilisation/quantité estimative » de chaque article et en le multipliant par le nombre d'années du contrat, et puis en multipliant ce résultat par le prix unitaire ferme de l'article.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
EW479-172673/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
variousEW479-172673

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
EDM-6-39320

Id de l'acheteur - Buyer ID  
edm305  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le tableau ci-dessus présente un exemple du calcul du prix total calculé.

Période Du Contrat : Du Date du contract au mai 31 2022						
Article	Utilisation/quantité estimative		Nbre d'années		Prix unitaire ferme/MWh	Prix total évalué estimatif
1	231,000 MWh / année	x	5	x	\$xx.xxxx	= \$x,xxx.xx
Option De Prolongation D'un An : Du 1 <sup>er</sup> juin 2022 au 31 mai 2023						
2	231,000 MWh / année	x	1	x	\$xx.xxxx	= \$x,xxx.xx
Prix total évalué						\$x,xxx.xx